

DÉLIBÉRATION N°CP 2022-100

DU 23 MARS 2022

JEUNESSE ET PROMESSE RÉPUBLICAINE - FONCTIONNEMENT 2ÈME RAPPORT POUR 2022

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales, notamment l'article L4221-1 du CGCT ;

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment l'article L115-1 du CASF ;

VU la loi n° 2001-397 du 9 mai 2001 portant sur l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes ;

VU la loi n° 2001-1066 du 16 novembre 2001 portant sur la lutte contre les discriminations ;

VU la loi n° 2004-1486 du 30 décembre 2004 portant création de la Haute Autorité de Lutte contre les Discriminations et pour l'Égalité ;

VU la loi n° 2008-496 du 27 mai 2008 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations ;

VU la loi n° 2011-333 du 29 mars 2011 relative au Défenseur des Droits ;

VU la loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine ;

VU la loi n° 2014-873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 « La Région s'engage pour l'emploi : 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens » ;

VU la délibération n° CR 100-16 du 22 septembre 2016 modifiée portant sur le soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes ;

VU la délibération n° CR 167-16 du 13 octobre 2016 modifiée portant sur le soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée portant adoption de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU la délibération n° CR 2017-093 du 18 mai 2017 modifiée portant sur la politique de la ville renouvelée ;

VU la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 portant délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 2021-055 du 21 juillet 2021 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n° CR 2021-050 du 21 juillet 2021 portant sur « Une région toujours plus solidaire » ;

VU la délibération CP 2021-434 du 19 novembre 2021 portant sur le soutien régional aux radios locales et à la lutte contre les discriminations et l'égalité femmes-hommes, à la citoyenneté et aux chantés en Île-de-France ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2022 ;

VU l'avis de la commission de la jeunesse, de la promesse républicaine et de l'insertion professionnelle ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n°CP 2022-100 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide de participer au titre du dispositif « Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants », au financement des projets détaillés dans les fiches projets en annexe 1 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **439 500 €**.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention type adoptée par délibération n° CP 2021-434 du 19 novembre 2021 susvisée et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **439 500 €** disponible sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 021 « Conseil régional », programme HP 021-005 « Jeunesse et vie associative », action 10200504 « Lutte contre les discriminations » du budget 2022.

Article 2 :

Décide de participer au titre du dispositif « Soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les hommes et les femmes », au financement des projets détaillés dans les fiches projets en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **187 000 €**.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention type adoptée par délibération n° CP 2021-434 du 19 novembre 2021 susvisée et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Accorde aux associations « Valeda » et « Les Belles d'Âmes », dont les projets sont présentés en annexe 2 à la présente délibération, une dérogation exceptionnelle au recrutement d'un stagiaire.

Affecte une autorisation d'engagement de **187 000 €** disponible sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 021 « Conseil régional », programme HP 021-005 « Jeunesse et vie associative », action 10200504 « Lutte contre les discriminations » du budget 2022.

Article 3 :

Approuve la modification du règlement d'intervention portant sur le « Soutien régional aux quartiers populaires et territoire » adopté par délibération n° CR 2017-93 du 18 mai 2017 susvisée et modifiée, tel que présenté en annexe 3 à la présente délibération.

Article 4 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets en annexe à la délibération, par dérogation prévue à l'article 29 alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 et par délibération n° CR 2021-055 du 21 juillet 2021.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**



VALÉRIE PÉCRESSÉ

Acte rendu exécutoire le 23 mars 2022, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 23 mars 2022 (référence technique : 075-237500079-20220323-lmc1141562-DE-1-1) et affichage ou notification le 23 mars 2022.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 - Fiches projets "Lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants"

DOSSIER N° EX062073 - SAFE : sensibilisation et accompagnement des enfants en fugue face à l'exploitation sexuelle

Dispositif : Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants (n° 00000990)

Délibération Cadre : CR167-16 modifiée du 13/10/2016

Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300

Action : 10200504- Lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants	40 000,00 € TTC	50,00 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : A MEQUIGNON DROIT D ENFANCE CFPE
ENFANTS DISPARUS
Adresse administrative : 76 AVENUE PIERRE BROSOLETTTE
92240 MALAKOFF
Statut Juridique : Fondation
Représentant : Monsieur Bernard DURAND, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien au dispositif SAFE : sensibilisation et accompagnement des enfants en fugue face à l'exploitation sexuelle

Dates prévisionnelles : 21 janvier 2022 - 20 janvier 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Description :

Le projet vise à prévenir et lutter contre les abus et l'exploitation sexuelle des mineurs et des jeunes majeurs en Île-de-France, en proposant des actions à destination des mineurs et leurs familles avant, pendant et au retour d'une fugue. Une attention particulière sera portée aux multiples violences et risques auxquels s'exposent plus spécifiquement les filles et jeunes femmes (viol, prostitution, traite des femmes à des fins d'exploitation sexuelle et les autres types de violences sexuelles...).

Plusieurs actions seront ainsi déployées :

- Suivi personnalisé proposé gratuitement par téléphone aux personnes concernées ;
- Activités de prévention, prévus dans les classes de 4ème et 3ème ;
- Poursuite de la distribution du livret pédagogique illustré aux élèves et aux équipes pédagogiques ;
- Mise en place de six formations à destination des professionnels pour mieux connaître et prévenir les

stades de la fugue.

2100 bénéficiaires directs sont estimés

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS
- YVELINES
- ESSONNE
- HAUTS DE SEINE
- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Fournitures administratives	500,00	1,25%
Locations	3 400,00	8,50%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	3 000,00	7,50%
Catalogues, imprimés, publications	1 000,00	2,50%
Transports - déplacements - missions	700,00	1,75%
Frais postaux et télécommunications	800,00	2,00%
Rémunérations du personnel	20 016,50	50,04%
Charges sociales et Frais de personnel	10 083,50	25,21%
Publicité, publications, relations publiques	500,00	1,25%
Total	40 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	5 000,00	12,50%
Région Ile-de-France	20 000,00	50,00%
Fondation de France	15 000,00	37,50%
Total	40 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX062082 - Accompagnement des femmes victimes de violences et de leurs enfants co-victimes

Dispositif : Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants (n° 00000990)

Délibération Cadre : CR167-16 modifiée du 13/10/2016

Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300

Action : 10200504- Lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants	50 095,00 € TTC	9,98 %	5 000,00 €
	Montant total de la subvention		5 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION AJC POUR LES DROITS DES VICTIMES DE VIOLENCE INTRAFAMILIALE
Adresse administrative : 2 PLACE D'AUXOIS
78312 MAUREPAS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Chantal PAOLI TEXIER, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : accompagnement des femmes victimes de violences et de leurs enfants co-victimes

Dates prévisionnelles : 1 février 2022 - 31 janvier 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Description :

Le projet vise à soutenir plusieurs actions :

- Prise en charge psychologique, en particulier psycho-traumatique, des femmes victimes par des tutorats, suivis, ateliers et groupes de parole spécifiques pour restaurer la parentalité des femmes victimes de violences conjugales ;
- Mise en place de groupes de paroles mensuels pour enfants et adolescents co-victimes de violences conjugales pour briser l'isolement, cerner les émotions et améliorer l'estime de soi ;
- Formations et sensibilisation des acteurs professionnels à un meilleur repérage et une meilleure prise en charge des femmes victimes et de leurs enfants ;
- Participation au Comité de Lutte contre les Violences intrafamiliales pluridisciplinaire du territoire d'action sociale de Saint-Quentin-en-Yvelines comme consultant expert en violences psychologiques ;

- Diffusion d'informations sur les violences faites aux femmes et au droit des victimes par une permanence téléphonique psychologique et juridique.

Les bénéficiaires directs du projet sont estimés à 200.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS
- SEINE ET MARNE
- YVELINES
- ESSONNE
- SEINE SAINT DENIS
- VAL DE MARNE
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats d'études – prestations de services	500,00	1,00%
Fournitures d'entretien - Petit équipement	500,00	1,00%
Fournitures administratives	500,00	1,00%
Contrats prestations de services avec des entreprises	1 000,00	2,00%
Documentation générale et technique	500,00	1,00%
Frais de formation	800,00	1,60%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	14 800,00	29,54%
Publicité, publications, relations publiques, communication	500,00	1,00%
Transports - déplacements - missions	800,00	1,60%
Frais postaux et télécommunications	500,00	1,00%
Rémunérations du personnel	20 000,00	39,92%
Charges sociales et Frais de personnel	9 695,00	19,35%
Total	50 095,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
ASP	17 795,00	35,52%
Région Ile-de-France	5 000,00	9,98%
Département des Yvelines	5 000,00	9,98%
Commune de Maurepas	2 000,00	3,99%
Organismes sociaux	7 500,00	14,97%
Fonds privés (GSTACK)	913,00	1,82%
Dons particuliers	7 087,00	14,15%
Commune de Plaisir	800,00	1,60%
Commune de Voisins-le-Bretonneux	1 000,00	2,00%
Commune des Clayes-sous-Bois	1 000,00	2,00%
Commune de Magny-les-Hameaux	2 000,00	3,99%
Total	50 095,00	100,00%

DOSSIER N° EX062083 - Violence conjugale et parentalité

Dispositif : Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants (n° 00000990)

Délibération Cadre : CR167-16 modifiée du 13/10/2016

Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300

Action : 10200504- Lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants	30 655,00 € TTC	39,15 %	12 000,00 €
Montant total de la subvention			12 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ALTERNATIVE

Adresse administrative : 5 PLACE DE LA REPUBLIQUE
78300 POISSY

Statut Juridique : Association

Représentant : Madame Catherine KOSSMANN, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien au dispositif « Violence conjugale et parentalité »

Dates prévisionnelles : 21 janvier 2022 - 20 janvier 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Description :

Le projet vise à proposer un accompagnement à la parentalité aux femmes victimes de violences conjugales et un accompagnement des enfants co-victimes de ces violences. Dans le cadre du L.E.V. (Lieu Ecoute Violence), l'association prend en compte la dimension de la parentalité dans la prise en charge des violences conjugales.

Plusieurs actions sont proposées :

- Soutien individuel et prise en charge : les entretiens d'écoute menés permettent de redonner confiance en accompagnant dans la remobilisation des compétences parentales ;
- Groupes de parole, pour mieux comprendre les processus de violence et leurs conséquences sur la parentalité, en travaillant en parallèle avec les enfants ;
- Accompagnement des enfants dans les visites médiatisées auprès du juge aux affaires familiales.

Les bénéficiaires directs du projet sont estimés à 140.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- POISSY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
EDF, autres fournitures	125,00	0,41%
Entretien petit équipement	70,00	0,23%
Fournitures administratives	94,00	0,31%
Locations	1 600,00	5,22%
Entretien et réparations	56,00	0,18%
Développement informatique	50,00	0,16%
Documentation	13,00	0,04%
Formation, séminaire	37,00	0,12%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	600,00	1,96%
Gestion comptabilité	378,00	1,23%
Publicité, publications	200,00	0,65%
Déplacements et missions	375,00	1,22%
Frais postaux et frais de télécommunications	57,00	0,19%
Rémunération des personnels	27 000,00	88,08%
Total	30 655,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	12 000,00	39,15%
Etat QPV	5 000,00	16,31%
Département des Yvelines	6 655,00	21,71%
CAFY	4 000,00	13,05%
DRDFE "Etincelle"	3 000,00	9,79%
Total	30 655,00	100,00%

DOSSIER N° EX062085 - Accompagnement psychologique des femmes et des enfants victimes de violences conjugales

Dispositif : Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants (n° 00000990)

Délibération Cadre : CR167-16 modifiée du 13/10/2016

Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300

Action : 10200504- Lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants	30 500,00 € TTC	32,79 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION ELLE S IMAGINE'NT
Adresse administrative : 8 RUE POIRIER DE NARCAY
75014 PARIS 14E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Catherine CHEREAU, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : accompagnement psychologique des femmes et des enfants victimes de violences conjugales

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2022 - 31 août 2023

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Le projet vise à accompagner les femmes et enfants co-victimes de violences conjugales via une prise en charge individuelle et collective.

Une prise en charge holistique est ainsi envisagée pour les femmes victimes de violences : permanence d'accueil, soutien et suivi psychologique, groupe de parole, soutien juridique, travail sur l'estime de soi...

Le projet vise aussi à prendre en charge des adolescents co-victimes de ces violences, sur des temps spécifiques (soutien psychologique des mineurs co-victimes pour éviter la reproduction de comportements violents, soutien juridique et administratif, groupes de parole).

Les moyens suivants seront mis en œuvre pour la réalisation du projet :

- 5 psychologues et 2 accueillantes seront amenés à prendre en charges les victimes pour l'accueil et les suivis individuels ;
- 4 psychologues et 1 accueillante coanimeront les groupes de paroles.

Les bénéficiaires directs du projet sont estimés à 250.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
EDF, autres fournitures	540,00	1,77%
Fournitures d'entretien - Petit équipement	200,00	0,66%
Contrats prestations de services avec des entreprises	850,00	2,79%
Locations	5 150,00	16,89%
Charges locatives	500,00	1,64%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	380,00	1,25%
Publicité, publications, relations publiques, communication	140,00	0,46%
Transports - déplacements - missions	210,00	0,69%
Frais postaux et télécommunications	200,00	0,66%
Rémunérations du personnel	17 050,00	55,90%
Charges sociales et Frais de personnel	5 280,00	17,31%
Total	30 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
FIPD	2 500,00	8,20%
Délégation Régionale aux Droits des Femmes	2 500,00	8,20%
Région Ile-de-France	10 000,00	32,79%
Ville de Paris	12 000,00	39,34%
Dons	3 500,00	11,48%
Total	30 500,00	100,00%

DOSSIER N° EX062098 - Violences sexistes et sexuelles au travail : accompagner et outiller les victimes

Dispositif : Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants (n° 00000990)

Délibération Cadre : CR167-16 modifiée du 13/10/2016

Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300

Action : 10200504- Lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants	27 550,00 € TTC	21,78 %	6 000,00 €
	Montant total de la subvention		6 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASS CONTRE VIOLENCES FAITE FEMME TRAVAIL
Adresse administrative : 23 RUE JULES GUESDE
75014 PARIS 14E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Joanna KOCIMSKA, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien au dispositif « Violences sexistes et sexuelles au travail : accompagner et outiller les victimes »

Dates prévisionnelles : 21 janvier 2022 - 20 janvier 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Description :

L'association est spécialisée dans l'accompagnement juridique et judiciaire des femmes victimes de violences au travail.

Le projet vise spécifiquement à éditer numériquement des fiches pratiques et juridiques à destination des victimes de violences sexistes et sexuelles au travail. Ces fiches aborderont concrètement des enjeux comme le harcèlement sexuel, les autres violences sexuelles, les conséquences sur la santé, les accidents du travail et les maladies professionnelles, la preuve des violences sexuelles, les obligations de l'employeur, la protection fonctionnelle...

Le projet vise aussi à accompagner les victimes dans leurs procédures juridiques et judiciaires, suite à un nombre croissant de sollicitations de l'association.

Les bénéficiaires directs du projet sont estimés à 300.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS
- SEINE ET MARNE
- YVELINES
- ESSONNE
- HAUTS DE SEINE
- VAL DE MARNE
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
EDF, autres fournitures	200,00	0,73%
Contrats prestations de services avec des entreprises	5 500,00	19,96%
Charges locatives	1 200,00	4,36%
Documentation générale et technique	500,00	1,81%
Catalogues, imprimés, publications	150,00	0,54%
Rémunérations du personnel	16 000,00	58,08%
Charges sociales et Frais de personnel	4 000,00	14,52%
Total	27 550,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	8 662,50	31,44%
Région Ile-de-France	6 000,00	21,78%
SDFE	6 887,50	25,00%
Ville de Paris	6 000,00	21,78%
Total	27 550,00	100,00%

DOSSIER N° EX062100 - Pérennisation et renforcement du premier lieu d'accueil pour jeunes femmes victimes de violences sexistes et sexuelles

Dispositif : Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants (n° 00000990)

Délibération Cadre : CR167-16 modifiée du 13/10/2016

Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300

Action : 10200504- Lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants	545 286,00 € TTC	4,58 %	25 000,00 €
	Montant total de la subvention		25 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION FIT UNE FEMME UN TOIT
Adresse administrative : 79 BIS AVENUE GALLIENI
93170 BAGNOLET
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Séverine LEMIERE, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : pérennisation et renforcement du premier lieu d'accueil pour jeunes femmes victimes de violences sexistes et sexuelles

Dates prévisionnelles : 1 avril 2022 - 31 mars 2023

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Le projet vise à pérenniser le nouveau LAO (lieu d'accueil et d'orientation), qui a ouvert ses portes en 2019 et qui a permis d'accompagner 500 jeunes femmes. Ce LAO poursuit plusieurs objectifs :

- Prévenir les violences faites aux femmes par des actions de sensibilisation au sein de la structure ;
- Repérer les jeunes femmes victimes de violences sexistes et sexuelles ;
- Les informer sur leurs droits ;
- Les accompagner à déconstruire et identifier les violences, comprendre la stratégie de l'agresseur ;
- Les accompagner à se protéger et à se reconstruire ;
- Être un tremplin vers les structures et dispositifs de droits communs.

Le but est de prévenir les violences ou arrêter le continuum des violences le plus tôt possible pour elles et leurs enfants.

Les bénéficiaires directs du projet sont estimés à 600.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS
- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats non stockés de matières premières et fournitures	1 200,00	0,22%
EDF, autres fournitures	0,00	0,00%
Fournitures d'entretien - Petit équipement	1 200,00	0,22%
Fournitures administratives	1 200,00	0,22%
Contrats prestations de services avec des entreprises	5 160,00	0,95%
Documentation générale et technique	4 500,00	0,83%
Publicité, publications, relations publiques, communication	6 600,00	1,21%
Rémunération d'intermédiaires et honoraires	32 300,00	5,92%
Transports - déplacements - missions	3 660,00	0,67%
Frais postaux et télécommunications	5 090,00	0,93%
Rémunérations du personnel	290 625,60	53,30%
Charges sociales et Frais de personnel	193 750,40	35,53%
Total	545 286,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ministère de la Santé, Solidarité, Enfance	100 000,00	18,34%
Délégation Régionale aux Droits des Femmes	100 000,00	18,34%
Région Ile-de-France	25 000,00	4,58%
CDPV93	30 000,00	5,50%
FSE	43 286,00	7,94%
Département Seine-Saint-Denis	60 000,00	11,00%
Ville de Paris	60 000,00	11,00%
FSJU	25 000,00	4,58%
L'Oreal	78 000,00	14,30%
RAJA	14 000,00	2,57%
Showroom	10 000,00	1,83%
Total	545 286,00	100,00%

DOSSIER N° EX062103 - Accompagnement des femmes et enfants victimes de violences conjugales et intrafamiliales

Dispositif : Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants (n° 00000990)

Délibération Cadre : CR167-16 modifiée du 13/10/2016

Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300

Action : 10200504- Lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants	50 000,00 € TTC	40,00 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LEA SOLIDARITE FEMMES
Adresse administrative : 44 RUE DU GENERAL LECLERC
91230 MONTGERON
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Isabelle AHLERS, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : accompagnement des femmes et enfants victimes de violences conjugales et intrafamiliales

Dates prévisionnelles : 21 janvier 2022 - 20 janvier 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Description :

L'association a pour objet l'aide aux femmes et aux enfants victimes de toutes formes de violences, notamment dans le cadre des violences conjugales et/ou intrafamiliales.

Le projet vise à soutenir plusieurs actions :

- Actions de sensibilisation aux violences conjugales auprès des institutions (police, communes, bailleurs sociaux...) et du grand public, qui permettent d'acquérir les réflexes indispensables à avoir en présence de femmes victimes de violences ;
- Ligne d'écoute sur le département de l'Essonne, ouverte 7j/7, permettant une mise en sécurité immédiate ;
- Accompagnement social et psychologique (départ du domicile, suivi du traumatisme, accompagnement pour le dépôt de plainte, dans la constitution de dossiers d'Aide Juridictionnelle, accompagnement dans le retour à l'emploi...) ;

- Permanences de premier accueil en commissariat, gendarmerie, points d'accès aux droits, Maisons des Solidarités, et en points d'accueil éphémère en centre commercial.

Les bénéficiaires directs du projet sont estimés à 1600.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- CC OREE DE LA BRIE (77-SEINE ET MARNE)
- CC 2 VALLEES
- CC VAL D'ESSONNE
- CA GRAND PARIS SUD SEINE ESSONNE SENART (91-ESSONNE)
- CA VAL D'YERRES VAL DE SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats non stockés de matières premières et fournitures	1 000,00	2,00%
EDF, autres fournitures	800,00	1,60%
Combustible, carburants, alimentation	4 000,00	8,00%
Fournitures d'entretien - Petit équipement	3 000,00	6,00%
Fournitures administratives	1 800,00	3,60%
Locations	1 200,00	2,40%
Charges locatives	400,00	0,80%
Publicité, publications, relations publiques, communication	4 000,00	8,00%
Catalogues, imprimés, publications	3 000,00	6,00%
Transports - déplacements - missions	4 000,00	8,00%
Rémunérations du personnel	19 000,00	38,00%
Charges sociales et Frais de personnel	7 800,00	15,60%
Total	50 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRDFE	15 000,00	30,00%
Région Ile-de-France	20 000,00	40,00%
Département de l'Essonne	10 000,00	20,00%
Fondations des Femmes	5 000,00	10,00%
Total	50 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX062109 - Prévention en milieu scolaire contre les violences faites aux enfants (inceste et cyberpédocriminalité)

Dispositif : Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants (n° 00000990)

Délibération Cadre : CR167-16 modifiée du 13/10/2016

Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300

Action : 10200504- Lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants	60 000,00 € TTC	16,67 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CAMELEON
Adresse administrative : 32 RUE ROBERT LINDET
75015 PARIS 15E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Laurence LIGIER, Directrice

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : mise en place d'actions de prévention en milieu scolaire contre les violences faites aux enfants (inceste et cyberpédocriminalité)

Dates prévisionnelles : 8 février 2022 - 7 février 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Description :

Le projet vise à sensibiliser les enfants contre toutes les formes de violence (maltraitance, inceste, harcèlement entre pairs, cyberviolences, cyberpédocriminalité), qu'ils pourraient subir dans leur foyer, à l'école, sur internet et les réseaux sociaux.

Plusieurs actions sont ainsi proposées :

- Sensibiliser les élèves aux cyberviolences et à la cyberpédocriminalité via des modules interactifs et ludiques, auprès de publics directs (enfants victimes ou en danger) ou indirects (témoins, camarades de classes...). 64 ateliers seront proposés à 50 classes, bénéficiant ainsi à 1000 élèves.
- Outiller les professionnels (enseignants, animateurs, personnels de vie scolaire) comme acteurs de prévention contre les cyberviolences et la cyberpédocriminalité. Des ateliers sont organisés permettant d'identifier les signaux d'alerte et de connaître les numéros d'urgence. 50 encadrants seront sensibilisés lors de ces ateliers pédagogiques.

- Informer les parents sur les risques liés à l'utilisation d'internet et des réseaux sociaux (café des parents, live-tchat, campagnes sur les réseaux sociaux...). 4 actions de soutien à la parentalité seront organisées, afin de sensibiliser 50 parents.

Les bénéficiaires directs du projet sont estimés à 1100.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS
- ESSONNE
- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Fournitures d'entretien - Petit équipement	765,00	1,28%
Fournitures administratives	305,00	0,51%
Contrats prestations de services avec des entreprises	4 000,00	6,67%
Etudes et recherches	220,00	0,37%
Frais de formation	1 400,00	2,33%
Catalogues, imprimés, publications	1 360,00	2,27%
Transports - déplacements - missions	1 250,00	2,08%
Rémunérations du personnel	36 100,00	60,17%
Charges sociales et Frais de personnel	14 300,00	23,83%
Outils pédagogiques	300,00	0,50%
Total	60 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	2 000,00	3,33%
Région Ile-de-France	10 000,00	16,67%
Commune d'Aulnays-sous-Bois	18 000,00	30,00%
Fondation Air France	25 000,00	41,67%
Voix de l'enfant	5 000,00	8,33%
Total	60 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX062110 - Sensibilisation, formation et accompagnement pour prévenir les violences sexuelles et sexistes faites aux jeunes femmes

Dispositif : Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants (n° 00000990)

Délibération Cadre : CR167-16 modifiée du 13/10/2016

Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300

Action : 10200504- Lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants	28 000,00 € TTC	44,64 %	12 500,00 €
	Montant total de la subvention		12 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CFCV COLLECTIF FEMINISTE CONTRE LE VIOL
Adresse administrative : 9 VILLA D'ESTE
75013 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Emmanuelle PIET, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : sensibilisation, formation et accompagnement pour prévenir les violences sexuelles et sexistes faites aux jeunes femmes

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2022 - 31 décembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Description :

Le projet vise à former des acteurs professionnels à un meilleur repérage et une meilleure prise en charge des jeunes femmes victimes de violences. Les formations permettront d'identifier les conséquences des violences sur les parcours de vie et accompagner ces femmes dans leur processus de reconstruction et d'accès aux droits.

Les actions développées permettront de :

- Prévenir les violences sexuelles et sexistes faites aux jeunes femmes, notamment dans l'enseignement supérieur ;
- Développer les supports de formation et d'information ;
- Accompagner les associations et les institutions dans le développement des compétences des professionnels assurant la prise en charge de jeunes femmes victimes de violences ;

- Favoriser le travail en réseau pour une réponse territoriale renforcée en direction du public.

Les bénéficiaires directs du projet sont estimés à 100.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Fournitures d'entretien - Petit équipement	50,00	0,18%
Fournitures administratives	550,00	1,96%
Contrats prestations de services avec des entreprises	600,00	2,14%
Locations	1 300,00	4,64%
Documentation générale et technique	200,00	0,71%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	400,00	1,43%
Publicité, publications, relations publiques, communication	500,00	1,79%
Transports - déplacements - missions	2 650,00	9,46%
Frais postaux et télécommunications	150,00	0,54%
Rémunérations du personnel	18 000,00	64,29%
Charges sociales et Frais de personnel	3 600,00	12,86%
Total	28 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	1 500,00	5,36%
Région Ile-de-France	12 500,00	44,64%
SDFE	11 000,00	39,29%
Département du Val-de-Marne	1 500,00	5,36%
Ville de Paris	1 500,00	5,36%
Total	28 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX062114 - Soutien au tchat "Comment on s'aime", à destination des victimes de violences sexistes et sexuelles

Dispositif : Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants (n° 00000990)

Délibération Cadre : CR167-16 modifiée du 13/10/2016

Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300

Action : 10200504- Lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants	200 000,00 € TTC	15,00 %	30 000,00 €
	Montant total de la subvention		30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EN AVANT TOUTES

Adresse administrative : 27 RUE ABEL HOVELACQUE
75013 PARIS

Statut Juridique : Association

Représentant : Madame Margaux NASREDDINE, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien au tchat Comment on s'aime, à destination des victimes de violences sexistes et sexuelles

Dates prévisionnelles : 4 mars 2022 - 3 mars 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Description :

Le tchat www.commentonsaime.fr permet aux personnes victimes de violence de discuter en toute confidentialité de leur situation et de pouvoir être réorientées vers les structures proches de chez elles. Avec la crise sanitaire, l'association a dû faire face à une hausse d'affluence de plus de 900% sur son tchat en 2020.

Le projet vise à :

- Accompagner les jeunes femmes et les personnes LGBTQIA+ victimes de violences via ce tchat numérique ouvert 6j/7 de 10h à 21h et soutenir leurs démarches de prise en charge psychologique, juridique, sociale, d'hébergement ;
- Poursuivre l'étude et l'analyse de la fréquentation du tchat pour optimiser et potentiellement déployer de nouveaux créneaux au cours de l'année 2022 ;
- Sensibiliser et prévenir les comportements et les relations violentes chez les jeunes et les personnes

LGBTQIA+ en développant les contenus du site www.commentonsaime.fr, les réseaux sociaux... ;
- Produire un rapport annuel d'analyse des données émanant du tchat comprenant un diagnostic et des recommandations à destination des pouvoirs publics, des associations et du grand public.

Les bénéficiaires directs du projet sont estimés à 180 000.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Contrats prestations de services avec des entreprises	5 700,00	2,85%
Locations (immobilières – mobilières)	14 718,00	7,36%
Publicité, publications, relations publiques, communication	4 032,00	2,02%
Rémunérations du personnel	139 782,00	69,89%
Charges sociales et Frais de personnel	35 768,00	17,88%
Total	200 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	30 000,00	15,00%
SDFE	80 000,00	40,00%
Ville de Paris	5 000,00	2,50%
Fondations des Femmes	20 000,00	10,00%
Fondation pour l'Enfance	10 000,00	5,00%
Fondation Bouygues	10 000,00	5,00%
Yves Saint Laurent Beauté	45 000,00	22,50%
Total	200 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX062116 - Accompagnement des femmes et enfants victimes de violences conjugales et intrafamiliales

Dispositif : Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants (n° 00000990)

Délibération Cadre : CR167-16 modifiée du 13/10/2016

Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300

Action : 10200504- Lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants	39 500,00 € TTC	35,44 %	14 000,00 €
	Montant total de la subvention		14 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EFAPO EN FINIR AVEC LA POLYGAMIE

Adresse administrative : 10 BIS RUE OLIVIER BEAUREGARD
91380 CHILLY-MAZARIN

Statut Juridique : Association

Représentant : Madame Awa BA, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : accompagnement des femmes et enfants victimes de violences conjugales et intrafamiliales

Dates prévisionnelles : 1 février 2022 - 31 janvier 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Description :

L'association accompagne les femmes victimes de violences conjugales, intrafamiliales, de polygamie ou de toute autre forme de violences (viol, harcèlement), ainsi que les enfants co-victimes de ces violences, accentuées du fait de la pandémie.

Le projet vise à offrir un suivi individualisé aux victimes, par l'intervention d'avocats, de juristes spécialisés, de psychologues, de travailleurs sociaux, accompagnés de bénévoles.

L'association prévoit ainsi de :

- Accompagner la prise en charge juridique des victimes par des avocates spécialisées pour un dépôt de plainte et durant la procédure pénale ;
- Mettre en place des partenariats avec la police municipale de Chilly-Mazarin et d'autres permanences au sein des commissariats aux alentours pour intervenir au moment du dépôt de plainte ;

- Tenir des permanences dans des locaux publics ;
- Poursuivre les ateliers de danse, en direction des femmes et leurs enfants co-victimes de violences conjugales pour leur permettre de retrouver l'estime de soi et lutter contre les traumatismes.

Les bénéficiaires directs du projet sont estimés à 40.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- CHILLY-MAZARIN
- LONGJUMEAU
- MASSY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats d'études – prestations de services	3 500,00	8,86%
Combustible, carburants, alimentation	1 500,00	3,80%
Fournitures d'entretien - Petit équipement	1 200,00	3,04%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	22 000,00	55,70%
Publicité, publications, relations publiques, communication	1 000,00	2,53%
Transports - déplacements - missions	1 100,00	2,78%
Rémunérations du personnel	7 000,00	17,72%
Charges sociales et Frais de personnel	2 200,00	5,57%
Total	39 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	1 500,00	3,80%
Délégation Régionale aux Droits des Femmes	5 000,00	12,66%
Région Ile-de-France	14 000,00	35,44%
FIDP	10 000,00	25,32%
ASP	4 000,00	10,13%
Commune de Chilly Mazarin	1 000,00	2,53%
Département d'Essonne	4 000,00	10,13%
Total	39 500,00	100,00%

DOSSIER N° EX062119 - Lutte contre les violences faites aux femmes handicapées

Dispositif : Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants (n° 00000990)

Délibération Cadre : CR167-16 modifiée du 13/10/2016

Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300

Action : 10200504- Lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants	91 632,00 € TTC	21,83 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FEMMES POUR LE DIRE FEMMES POUR AGIR
Adresse administrative : 2 RUE ARISTIDE MAILLOL
75015 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Chantal RIALIN, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : lutte contre les violences faites aux femmes handicapées

Dates prévisionnelles : 23 mars 2022 - 22 mars 2023

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

L'association a mis en place un numéro de téléphone « Écoute Violences Femmes Handicapées », ainsi qu'un site internet, pour entendre la parole des femmes handicapées victimes de violences, les orienter et, le cas échéant, les accompagner dans leurs démarches de sortie des violences. En 2020, une grande enquête a par ailleurs été lancée sur l'inceste vécu par les filles et femmes en situation de handicap, avec le mot-dièse #IncesteHandicap.

Le projet vise à soutenir le déploiement de ces outils et à accompagner les femmes victimes de violences et en situation de handicap, via plusieurs actions :

- animation et développement d'une permanence d'écoute en présentiel animée par une psychologue clinicienne ;
- accompagnement dans leurs démarches de nature administrative, juridique et sociale via des permanences animées par une avocate honoraire, une juriste et une assistante de service social ;
- ateliers destinés à retrouver une estime de soi physique et sociale, menés par une socio-esthéticienne et une art-thérapeute ;

- possibilité pour les bénéficiaires de participer aux autres activités proposées par l'association.

Au-delà, l'association souhaite développer des ressources, notamment en FALC (facile à lire et à comprendre), sur les violences, et animer ou coanimer des actions de formation en direction des professionnels sur les violences vécues par les femmes handicapées.

Les bénéficiaires directs du projet sont estimés à 250.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats non stockés de matières premières et fournitures	1 980,00	2,16%
Fournitures d'entretien - Petit équipement	180,00	0,20%
Contrats prestations de services avec des entreprises	480,00	0,52%
Locations (immobilières – mobilières)	5 782,00	6,31%
Charges locatives	800,00	0,87%
Documentation générale et technique	120,00	0,13%
Publicité, publications, relations publiques, communication	18 790,00	20,51%
Transports - déplacements - missions	400,00	0,44%
Frais postaux et télécommunications	2 260,00	2,47%
Rémunérations du personnel	46 800,00	51,07%
Charges sociales et Frais de personnel	14 040,00	15,32%
Total	91 632,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	6 600,00	7,20%
Région Ile-de-France	20 000,00	21,83%
Ministère de l'Égalité entre les femmes et les hommes	15 000,00	16,37%
Ville de Paris	18 000,00	19,64%
Fondation RAJA	15 000,00	16,37%
Fonds l'Oréal	17 032,00	18,59%
Total	91 632,00	100,00%

DOSSIER N° EX062121 - Groupe de parole pour les victimes de violences sexuelles

Dispositif : Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants (n° 00000990)

Délibération Cadre : CR167-16 modifiée du 13/10/2016

Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300

Action : 10200504- Lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants	9 551,00 € TTC	31,41 %	3 000,00 €
Montant total de la subvention			3 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FRANCE VICTIMES 78 SOS VICTIMES 78
Adresse administrative : 36 RUE DES ETATS GENERAUX
78000 VERSAILLES
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Louis-Pierre CORADIN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : mise en place d'un groupe de parole pour les victimes de violences sexuelles

Dates prévisionnelles : 5 septembre 2022 - 4 septembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Le projet vise à favoriser la reconstruction psychique et sociale, la libération, la sortie de l'isolement et le retour à l'estime d'elles-mêmes des victimes de violences sexuelles, par la mise en place d'un groupe de parole fermé.

Plusieurs groupes se mettent en place chaque année, afin d'élargir le nombre de bénéficiaires (10 séances de 1h30 ont lieu toutes les trois semaines). Les femmes bénéficient d'un entretien préalable à l'entrée dans un groupe de parole.

Les thématiques abordées sont ouvertes et proposées par les participantes (par exemple, les violences, l'ambivalence des émotions, les conséquences sur l'image de soi et l'estime de soi, les procédures...). Les animateurs garantissent le cadre, assurent l'échange entre les participants, et veillent à la sécurité psychique de chacun des membres. Tout au long de l'organisation de ces groupes de parole, les animateurs bénéficient de quatre séances de supervision par une psychologue extérieure.

Enfin, une séance d'initiation au self-défense sera proposée aux participants.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- VERSAILLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats non stockés de matières premières et fournitures	45,00	0,47%
Fournitures d'entretien - Petit équipement	8,00	0,08%
Fournitures administratives	130,00	1,36%
Locations	1 704,00	17,84%
Charges locatives	118,00	1,24%
Documentation générale et technique	5,00	0,05%
Frais de formation	96,00	1,01%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	1 831,00	19,17%
Publicité, publications, relations publiques, communication	93,00	0,97%
Transports - déplacements - missions	15,00	0,16%
Frais postaux et télécommunications	150,00	1,57%
Rémunérations du personnel	3 266,00	34,20%
Charges sociales et Frais de personnel	2 090,00	21,88%
Total	9 551,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Délégation Régionale aux Droits des Femmes	3 200,00	33,50%
Région Ile-de-France	3 000,00	31,41%
Ministère de la Justice	3 351,00	35,09%
Total	9 551,00	100,00%

DOSSIER N° EX062122 - Lutte contre les violences faites aux enfants, aux adolescentes et aux femmes

Dispositif : Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants (n° 00000990)

Délibération Cadre : CR167-16 modifiée du 13/10/2016

Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300

Action : 10200504- Lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants	59 000,00 € TTC	33,90 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GAMS GROUP FEMMES ABOLITION MUTIL SEXUELLES
Adresse administrative : 14 PASSAGE DES SOUPIRS
75020 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Alissata NDIAYE, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : lutte contre les violences faites aux enfants, aux adolescentes et aux femmes

Dates prévisionnelles : 1 février 2022 - 31 janvier 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Description :

L'association a pour objectif, d'une part, la lutte contre toutes les formes de violences faites aux femmes, aux adolescentes et aux filles, et d'autre part, la promotion de la santé maternelle et infantile. Elle agit notamment pour l'éradication des pratiques comme les mutilations sexuelles féminines, les mariages forcés et/ou précoces.

Il est proposé aux victimes une écoute, une orientation, ainsi que les informations nécessaires aux différentes démarches qu'elles peuvent entreprendre.

Le projet vise spécifiquement à renouveler les outils de communication et de sensibilisation de l'association. Après la création et le développement des outils numériques ces dernières années, il est proposé un nouvel outil pratique de sensibilisation et de prévention, sous forme de carte postale avec un QR code, proposant une liste des permanences téléphoniques et de tchat d'écoute en Île-de-France. Cet

outil sera également diffusé sous forme de poster et permettra de recenser et mettre en réseau les associations du secteur.

Le but est d'atteindre un plus grand nombre de bénéficiaires, éloignés des outils numériques.

Les bénéficiaires directs du projet sont estimés à 5 000.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS
- YVELINES
- ESSONNE
- HAUTS DE SEINE
- SEINE SAINT DENIS
- VAL DE MARNE
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Fournitures administratives	2 500,00	4,24%
Locations	2 500,00	4,24%
Publicité, publications, relations publiques, communication	7 000,00	11,86%
Catalogues, imprimés, publications	7 000,00	11,86%
Frais postaux et télécommunications	2 500,00	4,24%
Rémunérations du personnel	25 000,00	42,37%
Charges sociales et Frais de personnel	12 500,00	21,19%
Total	59 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	1 000,00	1,69%
Région Ile-de-France	20 000,00	33,90%
Ministère délégué aux droits des femmes	15 000,00	25,42%
Ministère de l'intérieur	15 000,00	25,42%
Fondation RAJA	2 500,00	4,24%
Fondation des femmes	2 500,00	4,24%
Ville de Paris	3 000,00	5,08%
Total	59 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX062124 - Accompagnement des femmes victimes et lutte contre le sexisme auprès des jeunes

Dispositif : Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants (n° 00000990)

Délibération Cadre : CR167-16 modifiée du 13/10/2016

Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300

Action : 10200504- Lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants	32 140,00 € TTC	15,56 %	5 000,00 €
	Montant total de la subvention		5 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GENERATIONS FEMMES
Adresse administrative : 108 PLACE SALVADOR ALLENDE
91000 EVRY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Elie SEONNET, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : accompagnement des femmes victimes et lutte contre le sexisme auprès des jeunes

Dates prévisionnelles : 3 janvier 2022 - 2 janvier 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Description :

Le projet vise à soutenir plusieurs actions de sensibilisation et d'accompagnement :

- un accompagnement social varié : démarches auprès des institutions ou organismes sociaux, information et sensibilisation portant sur diverses thématiques dans le cadre des réseaux de parents (scolarité, éducation, santé...);
- la mise en place de groupes de paroles en présence de professionnels afin d'aider les femmes à surmonter leurs difficultés et favoriser leur autonomie ;
- un accompagnement spécifique dans le cadre des situations de violences conjugales par les médiatrices de l'association (plaintes au commissariat, certificat médical à l'Unité de consultation médico-judiciaire, demande de logement si nécessaire, inscription dans une démarche d'insertion professionnelle, accompagnement lors des consultations auprès d'un avocat ou lors des séances au tribunal) ;
- la mise en place d'une action sur les relations filles/garçons au sein des établissements scolaires et au sein des maisons de quartier ; la sensibilisation des jeunes à l'utilisation raisonnée des réseaux sociaux et au cyberharcèlement.

Les bénéficiaires directs du projet sont estimés à 2 000.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- EVRY-COURCOURONNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats non stockés de matières premières et fournitures	1 000,00	3,11%
Combustible, carburants, alimentation	600,00	1,87%
Fournitures d'entretien - Petit équipement	800,00	2,49%
Fournitures administratives	1 000,00	3,11%
Locations (immobilières – mobilières)	1 000,00	3,11%
Charges locatives	1 600,00	4,98%
Publicité, publications, relations publiques, communication	1 000,00	3,11%
Transports - déplacements - missions	1 080,00	3,36%
Frais postaux et télécommunications	500,00	1,56%
Rémunérations du personnel	18 927,00	58,89%
Charges sociales et Frais de personnel	4 633,00	14,42%
Total	32 140,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
ASP	19 640,00	61,11%
Délégation Régionale aux Droits des Femmes	3 000,00	9,33%
Région Ile-de-France	5 000,00	15,56%
Département de l'Essonne	3 000,00	9,33%
Commune d'Evry-Courcouronnes	1 500,00	4,67%
Total	32 140,00	100,00%

DOSSIER N° EX062125 - Lutte contre le cyberharcèlement et le sexisme

Dispositif : Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants (n° 00000990)

Délibération Cadre : CR167-16 modifiée du 13/10/2016

Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300

Action : 10200504- Lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants	24 000,00 € TTC	50,00 %	12 000,00 €
Montant total de la subvention			12 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GN GENERATION NUMERIQUE
Adresse administrative : 16 RUE MAYET
75006 PARIS 6E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Serge DELOHEN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : lutte contre le cyberharcèlement et le sexisme

Dates prévisionnelles : 1 février 2022 - 31 janvier 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Description :

Le projet vise à sensibiliser les jeunes et les encadrants (parents, personnels) au cyberharcèlement et aux cyberviolences à caractère sexiste et sexuel, afin de prévenir leurs apparitions. Des journées gratuites de sensibilisation sont ainsi organisées au profit d'élèves des établissements du secondaire.

Les interventions comportent deux modules au choix des structures d'accueil :

- « Génération Numérique » : responsabilité civique et légale de l'internaute, réseaux sociaux et protection des données, impact de la pornographie
- Médias et sexualité : vision des femmes et des hommes dans les médias, évolution des pratiques des jeunes (réseaux sociaux)

Les objectifs poursuivis sont les suivants :

- former les élèves à une utilisation responsable et citoyenne des outils numériques, en vue d'éviter les cyberviolences ;
- développer leur esprit critique face à certaines pratiques à risque et identifier les contraintes juridiques et

sociales dans lesquelles s'inscrivent leurs utilisations ;
- susciter une prise de recul nécessaire dans leur rapport à l'autre (fille/garçon).

Les bénéficiaires directs du projet sont estimés à 4 500.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats d'études – prestations de services	6 457,00	26,90%
Achats non stockés de matières premières et fournitures	103,00	0,43%
Locations	1 045,00	4,35%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	175,00	0,73%
Publicité, publications, relations publiques, communication	219,00	0,91%
Transports - déplacements - missions	2 391,00	9,96%
Rémunérations du personnel	6 483,00	27,01%
Charges sociales et Frais de personnel	6 237,00	25,99%
EDF, autres fournitures	178,00	0,74%
Fournitures d'entretien - petit équipement	50,00	0,21%
Fournitures administratives	316,00	1,32%
Contrats prestations de services avec des entreprises	78,00	0,33%
Documentation générale et technique	237,00	0,99%
Frais postaux et frais de télécommunications	31,00	0,13%
Total	24 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fondation Facebook	12 000,00	50,00%
Région Ile-de-France	12 000,00	50,00%
Total	24 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX062126 - Sensibilisation aux violences sexistes et sexuelles lors de festivals et événements festifs

Dispositif : Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants (n° 00000990)

Délibération Cadre : CR167-16 modifiée du 13/10/2016

Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300

Action : 10200504- Lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants	41 000,00 € TTC	48,78 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : HANDSAWAY

Adresse administrative : 10 RUE COLETTE MAGNY
75019 PARIS

Statut Juridique : Association

Représentant : Madame Alma GUIRAO, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : sensibilisation aux violences sexistes et sexuelles lors de festivals et événements festifs

Dates prévisionnelles : 1 avril 2022 - 31 mars 2023

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Le projet vise à mettre en place des actions de prévention et de formation aux violences sexistes et sexuelles en milieu festif :

- intervention sous format de stands de prévention pendant des événements festifs ;
- formation des organisateurs des événements et des agents présents pendant les manifestations pour leur permettre d'identifier les violences, de pouvoir y réagir et de rediriger les victimes ;
- formation d'associations de prévention des risques en milieu festifs (drogues, sexualité, alcool) aux enjeux de la prévention des violences sexistes et sexuelles.

Le projet a pour première vocation d'intervenir directement sur place, pour sensibiliser les participants aux violences, informer sur les droits des victimes et fournir des ressources juridiques et psychologiques. Dans un second temps, l'idée est de pérenniser cette dynamique et de rendre les structures organisatrices autonomes.

Les bénéficiaires directs du projet sont estimés à 700.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats d'études – prestations de services	2 000,00	4,88%
EDF, autres fournitures	375,00	0,91%
Fournitures d'entretien - Petit équipement	2 000,00	4,88%
Contrats prestations de services avec des entreprises	15 000,00	36,59%
Locations	900,00	2,20%
Publicité, publications, relations publiques, communication	500,00	1,22%
Fêtes, cérémonies, foire et exposition	500,00	1,22%
Catalogues, imprimés, publications	2 000,00	4,88%
Transports - déplacements - missions	2 500,00	6,10%
Rémunérations du personnel	10 500,00	25,61%
Charges sociales et Frais de personnel	4 725,00	11,52%
Total	41 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Prestations de services	10 200,00	24,88%
Région Ile-de-France	20 000,00	48,78%
Fondations d'entreprises	10 000,00	24,390%
Dons et cotisations	800,00	1,95%
Total	41 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX062128 - Accompagnement juridique, psychologique et social pour les femmes victimes de violences et leurs enfants

Dispositif : Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants (n° 00000990)

Délibération Cadre : CR167-16 modifiée du 13/10/2016

Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300

Action : 10200504- Lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants	41 500,00 € TTC	24,10 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA MAISON DES FEMMES

Adresse administrative : 24-28 RUE DE L'EGLISE
93100 MONTREUIL

Statut Juridique : Association

Représentant : Madame Roselyne ROLLIER, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : accompagnement juridique, psychologique et social pour les femmes victimes de violences et leurs enfants

Dates prévisionnelles : 1 avril 2022 - 31 mars 2023

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Le projet vise à soutenir plusieurs dispositifs de la Maison des femmes située à Montreuil :

1 / La Plateforme d'Accueil Collective Intersectorielle (P.A.C) :

La P.A.C est un accueil collectif sur les violences, sans rendez-vous, permettant aux femmes d'être accompagnées au sein d'une équipe pluridisciplinaire présente en simultané. Cette disposition inédite (professionnelles et participantes se retrouvent autour d'une grande table carrée) permet d'une part la transversalité et la mutualisation des accompagnements, et d'autre part la restauration de l'autonomie des personnes.

2/ Des rendez-vous individuels :

- L'accompagnement social : logement, santé, accès RSA, scolarité, hébergement d'urgence, accueils de jour... ;

- L'accompagnement psychologique et traumatique : entretiens individuels, avec une psychologue-traumatologue ou une conseillère conjugale/victimologie, et orientation vers des structures de soins

- L'accompagnement juridique.

Les bénéficiaires directs du projet sont estimés à 650.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- MONTREUIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Locations	7 400,00	17,83%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	17 500,00	42,17%
Rémunérations du personnel	15 650,00	37,71%
Charges sociales et Frais de personnel	950,00	2,29%
Total	41 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	800,00	1,93%
ASP	16 700,00	40,24%
CUCS	4 000,00	9,64%
Délégation Régionale aux Droits des Femmes	2 000,00	4,82%
Région Ile-de-France	10 000,00	24,10%
Département de Seine-Saint-Denis	3 000,00	7,23%
Commune de Montreuil	5 000,00	12,05%
Total	41 500,00	100,00%

DOSSIER N° EX062129 - Soutien au dispositif "Mon Palier" : lieu d'hébergement pour des jeunes femmes victimes de violences

Dispositif : Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants (n° 00000990)

Délibération Cadre : CR167-16 modifiée du 13/10/2016

Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300

Action : 10200504- Lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants	140 000,00 € TTC	14,29 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MAISON DES FEMMES DE SAINT DENIS

Adresse administrative : 1 CHEMIN DU MOULIN BASSET
93200 SAINT DENIS

Statut Juridique : Association

Représentant : Madame Ghada HATEM, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien au dispositif Mon Palier : lieu d'hébergement pour des jeunes femmes victimes de violences

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2022 - 31 décembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Description :

L'association a pour objet de soutenir la structure "La Maison des femmes" gérée par le Centre hospitalier Delafontaine de Saint-Denis. Elle permet d'accueillir, soigner et porter assistance aux femmes vulnérables ou victimes de violences.

Le projet vise à accompagner le dispositif "Mon Palier", lieu d'hébergement permettant aux jeunes femmes de se reconstruire et gagner en autonomie. Il prévoit un accompagnement d'une durée moyenne de 18 mois, mais aussi la possibilité de séjours d'urgence très brefs de 24 à 72 heures. Le lieu d'hébergement dispose de 30 chambres pouvant accueillir une cinquantaine de jeunes femmes entre 18 et 25 ans, victimes de violences intrafamiliales et/ou conjugales.

Les objectifs poursuivis sont les suivants :

- garantir un hébergement sécurisé ;

- assurer une prise en charge médicale et psychologique ;
- offrir un accompagnement socio-éducatif ;
- accompagner vers des formations qualifiantes et un accès à l'emploi.

Les bénéficiaires directs du projet sont estimés à 50.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats non stockés de matières premières et fournitures	50 000,00	35,71%
Fournitures d'entretien - Petit équipement	4 000,00	2,86%
Rémunérations du personnel	50 000,00	35,71%
Charges sociales et Frais de personnel	20 000,00	14,29%
Achat d'études - prestations de services	15 000,00	10,71%
Fournitures administratives	1 000,00	0,71%
Total	140 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Délégation Régionale aux Droits des Femmes	25 000,00	17,86%
Région Ile-de-France	20 000,00	14,29%
Ville de Paris	15 000,00	10,71%
Fonds privé Archistas	80 000,00	57,14%
Total	140 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX062130 - Organisation de cycles de lectures sur les violences faites aux femmes, suivies de tables rondes

Dispositif : Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants (n° 00000990)

Délibération Cadre : CR167-16 modifiée du 13/10/2016

Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300

Action : 10200504- Lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants	37 748,00 € TTC	13,25 %	5 000,00 €
	Montant total de la subvention		5 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LE FIL

Adresse administrative : 1 RUE DE VERDUN
36260 REUILLY

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur Amar BELMABROUK, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : organisation de cycles de lectures sur les violences faites aux femmes, suivies de tables rondes

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2022 - 31 décembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Description :

Le Fil organise au théâtre La Boutonnière, en partenariat avec France Culture et Les Maisons des Femmes de Saint-Denis et de Paris, un cycle de lecture sur « Les Violences faites aux Femmes », suivi de tables rondes, qui sera diffusé en live et sur les réseaux sociaux. Le projet vise à soutenir la deuxième édition de ce Cycle de Lectures.

Ce cycle propose, à raison de deux dimanches après-midi par mois, des lectures d'ouvrages littéraires, pièces de théâtre, poésies, romans, essais, témoignages... lus par des actrices en présence d'un public. Puis seront organisées des tables rondes constituées d'intellectuelles, d'artistes, de chercheuses, de journalistes, de victimes, s'interrogeant sur la place des femmes dans nos sociétés.

Ce temps de partage culturel et intellectuel a pour visée la compréhension d'un processus d'exclusion et la définition des moyens d'action utiles à la lutte contre ces violences. Une séance sera spécifiquement

destinée aux adolescents, en lien avec des lycées.

Les bénéficiaires directs du projet sont estimés à 2 200.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats d'études et prestations de services	600,00	1,59%
Fournitures administratives	50,00	0,13%
Contrats prestations de services avec des entreprises	100,00	0,26%
Locations (immobilières – mobilières)	1 800,00	4,77%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	4 800,00	12,72%
Catalogues, imprimés, publications	120,00	0,32%
Rémunérations du personnel	17 960,00	47,58%
Charges sociales et Frais de personnel	10 898,00	28,87%
Publicité, publications, relations publiques	520,00	1,38%
Droits artistiques	900,00	2,38%
Total	37 748,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	1 076,00	2,85%
Billetterie et participation Live	3 080,00	8,16%
Culture	3 500,00	9,27%
DRAC	3 000,00	7,95%
Délégation Régionale aux Droits des Femmes	5 000,00	13,25%
FONGEP	3 592,00	9,52%
Région Ile-de-France	5 000,00	13,25%
Département de Paris	2 000,00	5,30%
Ville de Paris	1 000,00	2,65%
Fondation Jan Michalski	7 000,00	18,54%
Fonds GMBA	1 500,00	3,97%
Financement participatif	2 000,00	5,30%
Total	37 748,00	100,00%

DOSSIER N° EX062131 - Prévention au sein des établissements scolaires sur les maltraitances infantiles

Dispositif : Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants (n° 00000990)

Délibération Cadre : CR167-16 modifiée du 13/10/2016

Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300

Action : 10200504- Lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants	48 552,00 € TTC	41,19 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : L'ENFANT BLEU
Adresse administrative : 18 RUE HOCHÉ
92130 ISSY LES MOULINEAUX
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Isabelle DEBRE, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : prévention au sein des établissements scolaires sur les maltraitances infantiles

Dates prévisionnelles : 21 janvier 2022 - 20 janvier 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Description :

L'association a pour objectif de protéger et accompagner les enfants et adultes victimes de maltraitances dans l'enfance, par un accompagnement spécifique et pluridisciplinaire.

Le projet vise à mettre en œuvre des opérations de prévention réalisées au sein des établissements scolaires. Les interventions sont dispensées aux élèves, à l'équipe pédagogiques et aux parents, selon un protocole élaboré par les psychologues, et sont animées par ces derniers. Lors de ces interventions, il est proposé aux élèves d'acquérir des connaissances théoriques et de les mettre en pratique.

La prévention dans le champ de la maltraitance vise à alerter le plus en amont possible les risques de mise en danger de l'enfant en évitant qu'ils ne surviennent, ou en limitant leurs effets. Il s'agit d'aider l'enfant à identifier s'il est en danger pour qu'il puisse faire appel à un adulte protecteur.

Les moyens humains et matériels pour ces opérations de prévention sont les suivants :

- 3 psychologues cliniciennes et 3 animateurs de prévention ;
- kits de prévention (achat des mallettes, achat des stickers, achat des livres).

Les bénéficiaires directs du projet sont estimés à 4 800.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats non stockés de matières premières et fournitures	4 692,00	9,66%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	39 540,00	81,44%
Transports - déplacements - missions	4 320,00	8,90%
Total	48 552,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	28 552,00	58,81%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	20 000,00	41,19%
Total	48 552,00	100,00%

DOSSIER N° EX062132 - Prise en charge psychologique et groupes de parole pour les femmes victimes de violences conjugales

Dispositif : Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants (n° 00000990)

Délibération Cadre : CR167-16 modifiée du 13/10/2016

Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300

Action : 10200504- Lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants	13 000,00 € TTC	38,46 %	5 000,00 €
	Montant total de la subvention		5 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LIBRES TERRES DES FEMMES

Adresse administrative : 111 BOULEVARD MACDONALD
75019 PARIS

Statut Juridique : Association

Représentant : Madame Hélène DUREUX, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : prise en charge psychologique et mise en place de groupes de parole pour les femmes victimes de violences conjugales

Dates prévisionnelles : 2 mars 2022 - 1 mars 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Description :

L'association propose un accueil et un accompagnement des femmes victimes de violences conjugales : suivi social, administratif, juridique, psychologique, mise en sécurité, relogement.

Le projet vise à soutenir deux actions complémentaires :

1/ Mise en place de permanences de suivis psychologiques pour les femmes victimes de violences conjugales

Il s'agit de rendez-vous individuels, qui se dérouleront par téléphone, trois lundis après-midi par mois, ou en présentiel, deux mercredis après-midi par mois.

2/ Mise en place de groupes de parole portant sur les violences conjugales

Un de ces groupes sera particulièrement orienté vers la parentalité et l'impact des violences conjugales

sur le rôle de mère des femmes victimes, afin d'aborder les thèmes suivants : les enfants et les violences conjugales, la lutte contre la dévalorisation systématique du rôle des mères dans le cadre des violences conjugales, le lien mère-enfant...

Les bénéficiaires directs du projet sont estimés à 130.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
EDF, autres fournitures	150,00	1,15%
Fournitures d'entretien - Petit équipement	150,00	1,15%
Fournitures administratives	100,00	0,77%
Locations (immobilières – mobilières)	600,00	4,62%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	4 500,00	34,62%
Publicité, publications, relations publiques, communication	150,00	1,15%
Frais postaux et télécommunications	632,00	4,86%
Rémunérations du personnel	3 838,00	29,52%
Charges sociales et Frais de personnel	2 880,00	22,15%
Total	13 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	2 000,00	15,38%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	5 000,00	38,46%
FIPD	3 000,00	23,08%
Ville de Paris	3 000,00	23,08%
Total	13 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX062133 - Action contre les violences faites aux femmes

Dispositif : Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants (n° 00000990)

Délibération Cadre : CR167-16 modifiée du 13/10/2016

Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300

Action : 10200504- Lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants	40 000,00 € TTC	12,50 %	5 000,00 €
Montant total de la subvention			5 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MDF MAISON DES FEMMES DE PARIS
Adresse administrative : 163 RUE DE CHARENTON
75012 PARIS 12E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Claudie LESSELIER, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : action contre les violences faites aux femmes

Dates prévisionnelles : 1 mars 2022 - 28 février 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Description :

La Maison des femmes de Paris est un espace d'accueil, de solidarité et d'initiatives dont le but est de favoriser l'accès aux droits, la capacité d'agir et l'autonomie des femmes.

Le projet vise à soutenir les actions suivantes :

- réunions collectives d'accueil, d'information et d'orientation pour les femmes victimes de violences ;
- groupes de parole animés par une écoutante et une psychologue ("viols et violences sexuelles" et "toutes violences notamment conjugales") ;
- accueil spécifique des femmes victimes de violences : écoute, information, orientations, accompagnement et suivi, mise en contact avec des avocats et juristes... ;
- ateliers spécifiques pour les femmes victimes de violences conjugales et les enfants co-victimes ;
- permanences de conseil juridique individuel et d'écoute confidentielle par une psychologue ;
- ateliers collectifs : art thérapie, ateliers rencontres débats et ateliers d'information juridique sur les droits des femmes, ateliers d'ouverture culturelle, atelier self-défense ;
- ateliers « insertion numérique » et accompagnement à l'usage des ordinateurs ;

- permanence en langue des signes pour les femmes sourdes.

Les bénéficiaires directs du projet sont estimés à 150.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats d'études – prestations de services	1 000,00	2,50%
Achats non stockés de matières premières et fournitures	300,00	0,75%
EDF, autres fournitures	400,00	1,00%
Combustible, carburants, alimentation	200,00	0,50%
Fournitures d'entretien - Petit équipement	300,00	0,75%
Fournitures administratives	300,00	0,75%
Charges locatives	4 000,00	10,00%
Frais de formation	500,00	1,25%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	2 500,00	6,25%
Publicité, publications, relations publiques, communication	200,00	0,50%
Frais postaux et télécommunications	300,00	0,75%
Rémunérations du personnel	22 000,00	55,00%
Charges sociales et Frais de personnel	8 000,00	20,00%
Total	40 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	8 000,00	20,00%
Région Ile-de-France	5 000,00	12,50%
FIDP Préfecture de Paris	3 000,00	7,50%
Ville de Paris	15 000,00	37,50%
Délégation Régionale aux droits des Femmes	2 000,00	5,00%
Fonds pour les Femmes en Méditerranée	7 000,00	17,50%
Total	40 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX062134 - Prévention auprès des mineurs en situation de prostitution, accompagnement global des jeunes majeurs

Dispositif : Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants (n° 00000990)

Délibération Cadre : CR167-16 modifiée du 13/10/2016

Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300

Action : 10200504- Lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants	72 000,00 € TTC	16,67 %	12 000,00 €
	Montant total de la subvention		12 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MOUVEMENT DU NID
Adresse administrative : 8 AVENUE GAMBETTA
75020 PARIS 20E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Claire QUIDET, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : actions de prévention auprès des mineurs en situation de prostitution, et accompagnement global des jeunes majeurs

Dates prévisionnelles : 1 février 2022 - 31 janvier 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Description :

L'association accompagne 150 personnes en situation de prostitution dans ses antennes franciliennes (suivi social, suivi psychologique, suivi santé, permanence juridique...).

Le projet vise à renforcer les moyens de l'association, notamment pour la prévention de l'entrée dans le système prostitutionnel.

Les actions suivantes seront mises en œuvre :

- ateliers collectifs et entretiens individuels de prévention auprès d'un public identifié pour ses vulnérabilités (lycées sur demande des équipes éducatives, structures Protection judiciaire de la jeunesse, jeunes de l'aide sociale à l'enfance) ;
- formation des professionnels pour l'identification des mineurs et jeunes majeurs en situation de prostitution ;

- mise en sécurité par l'accès à l'hébergement et prise en charge globale des victimes jeunes majeurs, avec un suivi social et psychologique / victimologique spécifique ;
- séjours de rupture de 5 jours pour des jeunes majeurs en sortie de prostitution, grâce à un partenariat mis en place en Essonne avec un centre équestre.

Les bénéficiaires directs du projet sont estimés à 125.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS
- SEINE ET MARNE
- ESSONNE
- HAUTS DE SEINE
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats d'études – prestations de services	5 000,00	6,94%
Locations	9 500,00	13,19%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	7 500,00	10,42%
Transports - déplacements - missions	500,00	0,69%
Rémunérations du personnel	47 000,00	65,28%
Stagiaires	2 500,00	3,47%
Total	72 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Délégation Régionale aux Droits des Femmes	50 000,00	69,44%
Région Ile-de-France	12 000,00	16,67%
Département de l'Essonne	10 000,00	13,89%
Total	72 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX062135 - Prévention des violences sexistes et sexuelles faites aux femmes et aux enfants

Dispositif : Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants (n° 00000990)

Délibération Cadre : CR167-16 modifiée du 13/10/2016

Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300

Action : 10200504- Lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants	218 594,00 € TTC	11,44 %	25 000,00 €
	Montant total de la subvention		25 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PAROLES DE FEMMES LE RELAIS

Adresse administrative : 27 RUE DE L'ETANG
77240 VERT-SAINT-DENIS

Statut Juridique : Association

Représentant : Madame Sophie VIVIEN-YAGOUB, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : prévention des violences sexistes et sexuelles faites aux femmes et aux enfants

Dates prévisionnelles : 1 février 2022 - 31 janvier 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Description :

L'association a pour objet la lutte contre les violences faites aux femmes, en particulier les violences conjugales, et la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes.

Le projet vise à prévenir les violences sexistes et sexuelles auprès des jeunes via trois actions :

1/ Actions de promotion de l'égalité et lutte contre les violences sexistes et sexuelles en milieu scolaire et hors scolaire (services jeunesse, Protection Judiciaire de la Jeunesse, centres accompagnant des jeunes en situation de handicap, centres de loisirs, École de la deuxième chance...). Ces ateliers ciblent des enfants et des jeunes de 5 à 25 ans ;

2/ Actions de prévention contre les violences sexistes et sexuelles auprès des enfants co-victimes de violences conjugales (4 à 18 ans) accompagnés par le centre d'hébergement de l'association ;

3/ Actions de sensibilisation à la promotion de l'égalité et la prévention des violences au sein du couple auprès de jeunes femmes (18-25 ans), public des Missions Locales.

Les bénéficiaires directs du projet sont estimés à 3 500.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- SEINE ET MARNE
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
EDF, autres fournitures	459,00	0,21%
Combustible, carburants, alimentation	1 418,00	0,65%
Fournitures d'entretien - Petit équipement	860,00	0,39%
Fournitures administratives	690,00	0,32%
Locations	6 134,00	2,81%
Charges locatives	0,00	0,00%
Documentation générale et technique	500,00	0,23%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	5 660,00	2,59%
Publicité, publications, relations publiques, communication	566,00	0,26%
Annonces - insertions	0,00	0,00%
Transports - déplacements - missions	1 077,00	0,49%
Frais postaux et télécommunications	1 493,00	0,68%
Rémunérations du personnel	129 218,00	59,11%
Charges sociales et Frais de personnel	67 728,00	30,98%
Achats non stockés de matières et fournitures	220,00	0,10%
Contrats prestations de services avec des entreprises	2 571,00	1,18%
Total	218 594,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	7 678,00	3,51%
Vente de marchandises, produits finis, prestations de services	34 716,00	15,88%
Délégation Régionale aux Droits des Femmes	10 000,00	4,57%
Région Ile-de-France	25 000,00	11,44%
ARS	27 000,00	12,35%
DTPJJ	20 400,00	9,33%
FIPD	13 500,00	6,18%
CGET	45 800,00	20,95%
CAF	3 000,00	1,37%
Département de l'Essonne	13 500,00	6,18%
Grand Paris Sud	11 000,00	5,03%
Département Seine-et-Marne	7 000,00	3,20%
Total	218 594,00	100,00%

DOSSIER N° EX062136 - Prévention et protection des jeunes et adolescents contre toutes les formes de violences

Dispositif : Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants (n° 00000990)

Délibération Cadre : CR167-16 modifiée du 13/10/2016

Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300

Action : 10200504- Lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants	41 000,00 € TTC	19,51 %	8 000,00 €
	Montant total de la subvention		8 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : POINT ECOUTE CHAMPIGNY
Adresse administrative : 27 RUE ALBERT THOMAS
94500 CHAMPIGNY-SUR-MARNE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Régine CERAN, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : prévention et protection des jeunes et adolescents contre toutes les formes de violences

Dates prévisionnelles : 1 février 2022 - 31 janvier 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Description :

Le Point Écoute / Maison de l'Adolescent accueille, écoute, informe, accompagne et oriente les jeunes de 11 à 25 ans et leurs familles. Le projet aborde notamment les questions liées à la santé et aux conduites à risque des adolescents et propose un soutien aux parents (entretiens individuels et familiaux, conduits par des psychologues, des éducateurs spécialisés, et des infirmiers).

Le projet vise à soutenir les actions suivantes :

- consultations pour les jeunes filles et les jeunes femmes ;
- accueil des enfants victimes ou témoins de violences intrafamiliales avec une spécialiste du psycho-traumatisme, et accompagnement dans l'accès aux droits ;
- formation et sensibilisation des professionnels de tous les secteurs (social, médico-social, juridique, médical, de l'enfance et de la jeunesse...) sur l'impact des violences intrafamiliales sur les enfants et adolescents ;

- actions de prévention et de formation sur le cyberharcèlement en milieu scolaire, auprès des jeunes, des parents, et des professionnels.

Les bénéficiaires directs du projet sont estimés à 400.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats non stockés de matières premières et fournitures	500,00	1,22%
Fournitures administratives	400,00	0,98%
Contrats prestations de services avec des entreprises	400,00	0,98%
Locations (immobilières – mobilières)	1 600,00	3,90%
Documentation générale et technique	250,00	0,61%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	1 470,00	3,59%
Publicité, publications, relations publiques, communication	260,00	0,63%
Transports - déplacements - missions	500,00	1,22%
Frais postaux et télécommunications	200,00	0,49%
Rémunérations du personnel	24 304,00	59,28%
Charges sociales et Frais de personnel	11 116,00	27,11%
Total	41 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
ARS	3 000,00	7,32%
ACSE	1 000,00	2,44%
Délégation Régionale aux Droits des Femmes	5 000,00	12,20%
Région Ile-de-France	8 000,00	19,51%
FIPD	10 000,00	24,39%
Département du Val-de-Marne	9 000,00	21,95%
Commune de Chennevieres	3 000,00	7,32%
CAF	2 000,00	4,88%
Total	41 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX062137 - Prévention de la prostitution des jeunes – soutien au dispositif « Je n'suis pas à vendre ! »

Dispositif : Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants (n° 00000990)

Délibération Cadre : CR167-16 modifiée du 13/10/2016

Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300

Action : 10200504- Lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants	20 000,00 € TTC	25,00 %	5 000,00 €
	Montant total de la subvention		5 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AMICALE DU NID

Adresse administrative : 21 RUE DU CHATEAU D EAU
75010 PARIS

Statut Juridique : Association

Représentant : Madame Marie-Hélène FRANJOU, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : prévention de la prostitution des jeunes et soutien au dispositif « Je n'suis pas à vendre ! »

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2022 - 31 décembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Description :

L'association a pour objet l'accompagnement et l'insertion des personnes en situation ou en danger de prostitution.

Le projet propose de soutenir les actions suivantes pour renforcer le dispositif « Je n'suis pas à vendre », ainsi que le site dédié (jenesuispasavendre.org) :

- création de contenus de prévention avec des jeunes, dans des lycées et structures jeunesse (film d'animation, podcast) ;
- développement du site internet et de la prévention sur les réseaux sociaux (production de contenus et choix des réseaux sociaux avec les jeunes) ;
- poursuite de l'information autour de "Je n'suis pas à vendre !" lors des interventions en face à face, auprès des jeunes (environ 400 jeunes par an en Île-de-France) et des professionnels (environ 500 professionnels par an en Île-de-France).

Les bénéficiaires directs du projet sont estimés à 2 800.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Fournitures administratives	2 240,00	11,20%
Contrats prestations de services avec des entreprises	400,00	2,00%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	4 189,00	20,95%
Publicité, publications, relations publiques, communication	0,00	0,00%
Transports - déplacements - missions	150,00	0,75%
Frais postaux et télécommunications	180,00	0,90%
Rémunérations du personnel	8 865,00	44,33%
Charges sociales et frais de personnel	3 976,00	19,88%
Total	20 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	5 000,00	25,00%
AG2R la Mondiale	10 000,00	50,00%
Délégation Régionale aux droits des femmes	5 000,00	25,00%
Total	20 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX062138 - Accompagnement individualisé des jeunes Franciliennes confrontées à un mariage forcé

Dispositif : Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants (n° 00000990)

Délibération Cadre : CR167-16 modifiée du 13/10/2016

Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300

Action : 10200504- Lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants	167 207,00 € TTC	17,94 %	30 000,00 €
	Montant total de la subvention		30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : VOIX DE FEMMES

Adresse administrative : PLACE DES LINANDES BEIGES
95000 CERGY

Statut Juridique : Association

Représentant : Madame Dominique BARTHE-BOUGENAU, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : accompagnement individualisé des jeunes Franciliennes confrontées à un mariage forcé

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2022 - 30 juin 2023

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Le projet vise à proposer un accompagnement aux victimes de mariage forcé, au travers des actions suivantes :

- écoute individuelle spécifique prenant en considération l'ensemble des violences inhérentes au mariage forcé : violences intrafamiliales, contrôle de la sexualité et de la virginité, danger de crime dit d'honneur ;
- suivi psycho-social des victimes dans la recherche d'une structure d'hébergement ou d'un lieu de suivi psycho-traumatique ;
- appui juridique et administratif spécialisé : protection de l'enfance, dissolution du mariage forcé, aide au rapatriement via les contacts directs avec les consulats de France à l'étranger... ;
- orientation vers des professionnels (santé, emploi, insertion...) et vers des structures spécialisées dans d'autres types de violences (inceste, radicalisation religieuse...) ;
- écoute collective dans le cadre d'un groupe parole, ouvert aux jeunes femmes ayant franchi l'étape de la rupture familiale.

Les bénéficiaires directs du projet sont estimés à 300.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de

la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS
- MELUN
- MOISSY-CRAMAYEL
- LAGNY-SUR-MARNE
- PONTAULT-COMBAULT
- MANTES-LA-JOLIE
- TRAPPES
- LES MUREAUX
- CHILLY-MAZARIN
- CORBEIL-ESSONNES
- GRIGNY
- LES ULIS
- CLICHY-SOUS-BOIS
- PIERREFITTE-SUR-SEINE
- BAGNOLET
- LE BLANC-MESNIL
- BOBIGNY
- MONTREUIL
- SEVRAN
- CHAMPIGNY-SUR-MARNE
- FONTENAY-SOUS-BOIS
- IVRY-SUR-SEINE
- VITRY-SUR-SEINE
- ARGENTEUIL
- CERGY
- ERAGNY
- PONTOISE
- SARCELLES
- VILLIERS-LE-BEL
- EVRY-COURCOURONNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes et prestations de services	3 500,00	2,09%
Fournitures administratives	589,00	0,35%
Entretien et réparations	1 292,00	0,77%
Locations	19 190,00	11,48%
Charges locatives	1 919,00	1,15%
Documentation générale et technique	338,00	0,20%
Frais de colloques et séminaires	247,00	0,15%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	4 636,00	2,77%
Publicité, publications, relations publiques, communication	1 824,00	1,09%
Transports - déplacements - missions	4 066,00	2,43%
Frais postaux et télécommunications	2 337,00	1,40%
Rémunérations du personnel	82 100,00	49,10%
Charges sociales et frais de personnel	39 445,00	23,59%
Entretien et équipement	836,00	0,50%
Aide Femmes dans l'urgence	4 180,00	2,50%
Achat de matière et fournitures non stockées	708,00	0,42%
Total	167 207,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DGCS SDFE	36 400,00	21,77%
CIPDR	29 885,00	17,87%
FIPD 93	7 600,00	4,55%
FIPD 95	9 120,00	5,45%
Région Ile-de-France	30 000,00	17,94%
Département du Val d'Oise	13 680,00	8,18%
Département Seine-Saint-Denis	3 800,00	2,27%
Communauté d'agglomération de Cergy Pontoise	3 705,00	2,22%
Ville de Paris	5 320,00	3,18%
Ville de Cergy	3 040,00	1,82%
CGET	3 040,00	1,82%
ARS	11 400,00	6,82%
BNP Paribas	4 940,00	2,95%
MACIF	1 140,00	0,68%
Fondation des femmes	3 800,00	2,27%
Adhésions, cotisation	270,00	0,16%
Dons	67,00	0,04%
Total	167 207,00	100,00%

DOSSIER N° EX062139 - Protection et accompagnement des femmes victimes de la traite et de la prostitution

Dispositif : Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants (n° 00000990)

Délibération Cadre : CR167-16 modifiée du 13/10/2016

Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300

Action : 10200504- Lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants	551 950,00 € TTC	1,81 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AFJ ASSOCIATION FOYER JORBALAN
Adresse administrative : 20 RUE EDOUARD PAILLERON
75019 PARIS 19E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Philippe DUMONT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : protection et accompagnement des femmes victimes de la traite et de la prostitution

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2022 - 31 décembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Description :

L'association propose aux femmes victimes de la traite des êtres humains (TEH) à des fins d'exploitation sexuelle, une protection et un accompagnement dans un objectif de mise à l'abri, d'évolution vers l'autonomie et d'insertion professionnelle. Le projet vise à développer un programme de prise en charge adapté à l'insertion professionnelle des femmes en parcours de sortie de prostitution, notamment des jeunes femmes issues de l'aide sociale à l'enfance et/ou qui ont des parcours de prostitution récents, notamment via des plateformes numériques (public 2.0).

Le projet comporte 4 volets :

- identification des partenaires et intensification des contacts avec la police, l'aide sociale à l'enfance, les services médicaux et paramédicaux des lycées et collèges, pour agir en amont sur des situations à risque au moment du passage à la majorité et favoriser une prise en charge immédiate des jeunes femmes suite à des interventions de police. Les jeunes femmes ont ainsi accès à des soins et à une prise en charge psycho traumatique.

- adaptation du projet d'établissement de l'AFJ et modernisation des conditions de prise en charge, pour mieux accompagner ce nouveau public, qui présente des caractéristiques différentes des publics habituellement accueillis et des conditions contrastées d'entrée dans la prostitution.
- sensibilisation des partenaires (centres médico-psycho pédagogiques, Écoles de la deuxième chance, associations...) pour une meilleure prise en charge de ces jeunes femmes : problématiques d'addiction, accès à l'emploi, réponse aux besoins de logement autonome ;
- lancement d'un appartement de semi-autonomie géré par l'AFJ, destiné à permettre aux jeunes femmes de trouver des solutions d'hébergements stables permettant de continuer leur projet d'insertion professionnelle.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats non stockés de matières premières et fournitures	1 857,00	0,34%
EDF, autres fournitures	17 396,00	3,15%
Combustible, carburants, alimentation	5 264,00	0,95%
Fournitures d'entretien - Petit équipement	3 643,00	0,66%
Fournitures administratives	1 839,00	0,33%
Contrats prestations de services avec des entreprises	9 347,00	1,69%
Locations	15 130,00	2,74%
Documentation générale et technique	277,00	0,05%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	34 237,00	6,20%
Publicité, publications, relations publiques, communication	534,00	0,10%
Catalogues, imprimés, publications	1 570,00	0,28%
Transports - déplacements - missions	2 136,00	0,39%
Frais postaux et télécommunications	2 304,00	0,42%
Rémunérations du personnel	322 908,00	58,50%
Charges sociales et frais de personnel	131 796,00	23,88%
Frais de formation	1 712,00	0,31%
Total	551 950,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	5 000,00	0,91%
DRIHL	198 000,00	35,87%
Région Ile-de-France	10 000,00	1,81%
DRDFE	35 000,00	6,34%
Ministère de la Justice	52 144,00	9,45%
AGRASC	2 500,00	0,45%
ARS	27 000,00	4,89%
DASES Education	22 000,00	3,99%
DDCS FIPD	10 000,00	1,81%
Ville de Paris	45 000,00	8,15%
Fonds privés	105 306,00	19,08%
Organisme public	40 000,00	7,25%
Total	551 950,00	100,00%

DOSSIER N° EX062140 - Accompagnement global et durable des femmes victimes de violences conjugales et de leurs enfants

Dispositif : Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants (n° 00000990)

Délibération Cadre : CR167-16 modifiée du 13/10/2016

Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300

Action : 10200504- Lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants	300 752,00 € TTC	3,32 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : TREMLIN 94 SOS FEMMES
Adresse administrative : 08 BOULEVARD PABLO PICASSO
94000 CRETEIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Isabel ADNOT, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : accompagnement global et durable des femmes victimes de violences conjugales et de leurs enfants

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2022 - 31 décembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Description :

Le projet vise à soutenir les actions suivantes, offrant un accompagnement global vers la sortie des violences conjugales :

- Permanences téléphoniques ;
- Permanences d'accueil sans rendez-vous ;
- Entretiens sur rendez-vous, pour un accompagnement social spécialisé afin de préparer une sortie de la violence ;
- Consultations psychologiques ;
- Permanences en langue étrangère et en langue des signes ;
- Actions collectives, sorties (accès aux loisirs et à la culture) ;
- Domiciliation (agrément) ;
- Information et instruction de demandes d'aide juridictionnelles, accompagnement aux audiences,

délivrance d'attestations, mise en relation avec des avocats, des services de polices, le schéma départemental d'aide aux victimes ;

- Dispositif « mise en sécurité » ;
- Relogement.

Les bénéficiaires directs du projet sont estimés à 1 400.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
EDF, autres fournitures	1 312,00	0,44%
Combustible, carburants, alimentation	247,00	0,08%
Fournitures d'entretien - Petit équipement	827,00	0,27%
Fournitures administratives	869,00	0,29%
Locations	1 079,00	0,36%
Charges locatives	599,00	0,20%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	13 367,00	4,44%
Annonces - insertions	975,00	0,32%
Transports - déplacements - missions	5 304,00	1,76%
Frais postaux et télécommunications	7 581,00	2,52%
Rémunérations du personnel	169 905,00	56,49%
Charges sociales et frais de personnel	88 461,00	29,41%
Contrats prestations de service avec des entreprises	9 564,00	3,18%
Documentation générale et technique	662,00	0,22%
Total	300 752,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Délégation Régionale aux Droits des Femmes	50 000,00	16,62%
Région Ile-de-France	10 000,00	3,32%
FIPD	50 000,00	16,62%
Département du Val-de-Marne	122 729,00	40,81%
Grand-Paris-Sud-Est Avenir	10 000,00	3,32%
Ministère de la Justice	45 070,00	14,99%
Commune de Fontenay-sous-Bois	5 000,00	1,66%
Commune de Champigny	5 000,00	1,66%
Commune de Nogent-sur-Marne	2 953,00	0,98%
Total	300 752,00	100,00%

DOSSIER N° EX062582 - Accueil et accompagnement des victimes de harcèlement scolaire et de cyberharcèlement au sein de la Maison de Marion

Dispositif : Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants (n° 00000990)

Délibération Cadre : CR167-16 modifiée du 13/10/2016

Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300

Action : 10200504- Lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants	235 000,00 € TTC	12,77 %	30 000,00 €
	Montant total de la subvention		30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MARION FRAISSE LA MAIN TENDUE

Adresse administrative : 11 RUE DE LA DIMANCHERIE
91400 ORSAY

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur Salem TIRANE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : accueil et accompagnement des victimes de harcèlement scolaire et de cyberharcèlement au sein de la Maison de Marion

Dates prévisionnelles : 3 janvier 2022 - 2 janvier 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Description :

Le projet vise à développer le fonctionnement de la Maison de Marion, structure de prise en charge du harcèlement des jeunes.

L'association développe de nombreux dispositifs, comme l'accompagnement des familles, la formation, le rattachage scolaire, ou encore l'accompagnement administratif et juridique.

Les actions suivantes seront soutenues dans le cadre du projet :

- Mise en place d'un parcours personnalisé d'aide (sophrologues, psychologues, ateliers yoga) ;
- Soutien thérapeutique aux familles et aux enfants victimes ;
- Accompagnement des parents et des jeunes victimes via un parcours personnalisé ;
- Ateliers d'aide à la parentalité (groupes de parole, webinaires).

Les bénéficiaires directs du projet sont estimés à 200.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS
- SEINE ET MARNE
- YVELINES
- ESSONNE
- HAUTS DE SEINE
- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats d'études – prestations de services	27 000,00	11,49%
Fournitures administratives	10 000,00	4,26%
Contrats prestations de services avec des entreprises	6 000,00	2,55%
Locations	38 000,00	16,17%
Charges locatives	7 500,00	3,19%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	8 500,00	3,62%
Publicité, publications, relations publiques, communication	10 000,00	4,26%
Transports - déplacements - missions	8 000,00	3,40%
Rémunérations du personnel	80 000,00	34,04%
Charges sociales et Frais de personnel	40 000,00	17,02%
Total	235 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	115 000,00	48,94%
Région Ile-de-France	30 000,00	12,77%
Ministère de l'Education Nationale	70 000,00	29,79%
Département de l'Essonne	5 000,00	2,13%
Fondation de France	15 000,00	6,38%
Total	235 000,00	100,00%

Annexe 2 - Fiches projets "Lutte contre les discriminations et égalité Femmes - Hommes"

DOSSIER N° EX062412 - Regards de Femmes, édition 2022

Dispositif : Soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes - Fonctionnement (n° 00000985)

Délibération Cadre : CR100-16 modifiée du 22/09/2016

Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300

Action : 10200504- Lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes - Fonctionnement	64 600,00 € TTC	7,74 %	5 000,00 €
	Montant total de la subvention		5 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FEMMES ET CINEMA
Adresse administrative : 10 RUE DES BLUETS
75011 PARIS 11E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Véronique DOUET, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à l'édition 2022 de « Regards de femmes »

Dates prévisionnelles : 2 septembre 2022 - 1 septembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Non.

Description :

L'association pilote différents projets pour promouvoir la place des femmes dans le monde du cinéma.

Le présent projet vise à sensibiliser les jeunes lycéens aux inégalités filles/garçons, aux violences conjugales et plus largement à la lutte contre les discriminations au moyen de l'éducation aux images.

Il est constitué de deux phases :

1/ Un appel à projet est lancé par l'association, dans différents territoires académiques, pour inviter les classes lycéennes à écrire, avec leurs professeurs, des scénarios sur les thématiques suivantes : le cyberharcèlement, le consentement, le harcèlement de rue. Un jury se réunit et sélectionne 5 projets.

2/ L'association Femmes et cinéma pilote la production, au sein des lycées, de 5 courts métrages lauréats : organisation des horaires, interventions des professionnels, gestion des droits à l'image et des tournages, post-production... Des interventions d'associations locales de lutte contre les violences sont organisées également dans les classes lauréates (2 à 4 heures d'intervention).

Les courts métrages réalisés par les lycéens seront diffusés dans l'émission « Libre Court » sur France 3, sur le site de France télévisions et lors d'événements publics à but pédagogique.

Les bénéficiaires directs du projet sont estimés à 1 800.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats d'études – prestations de services	3 000,00	4,64%
Achats non stockés de matières premières et fournitures	100,00	0,15%
Fournitures d'entretien - Petit équipement	1 000,00	1,55%
Locations	9 000,00	13,93%
Frais de formation	2 000,00	3,10%
Catalogues, imprimés, publications	2 000,00	3,10%
Transports - déplacements - missions	2 500,00	3,87%
Frais postaux et télécommunications	1 000,00	1,55%
Rémunérations du personnel	27 000,00	41,80%
Charges sociales et frais de personnel	17 000,00	26,32%
Total	64 600,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CNC	5 000,00	7,74%
Délégation Régionale aux Droits des Femmes	1 500,00	2,32%
Fongep	7 100,00	10,99%
Région Ile-de-France	5 000,00	7,74%
Ministère chargé de l'égalité entre les femmes et les hommes	10 000,00	15,48%
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	3 000,00	4,64%
France TV	33 000,00	51,08%
Total	64 600,00	100,00%

DOSSIER N° EX062413 - 10ème édition du Prix des femmes architectes

Dispositif : Soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes - Fonctionnement (n° 00000985)

Délibération Cadre : CR100-16 modifiée du 22/09/2016

Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300

Action : 10200504- Lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes - Fonctionnement	32 400,00 € HT	15,43 %	5 000,00 €
	Montant total de la subvention		5 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ARVHA ASSOCIATION POUR LA RECHERCHE SUR LA VILLE ET L'HABITAT
Adresse administrative : 5 RUE PERREE
75003 PARIS 3E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jean-François PRIoux, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à la 10ème édition du Prix des femmes architectes

Dates prévisionnelles : 31 mars 2022 - 30 mars 2023

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Le projet vise à soutenir la 10ème édition du Prix des femmes architectes, temps de sensibilisation et de promotion des femmes architectes, peu représentées au sein d'un milieu encore très masculinisé. Cette édition est organisée avec le soutien du ministère de la Culture, du Pavillon de l'Arsenal, du Conseil national de l'Ordre des Architectes et du Conseil régional de l'Ordre des Architectes d'Île-de-France.

Les objectifs du projet sont les suivants :

- Favoriser l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes dans le secteur de l'architecture en faisant reconnaître les projets des femmes architectes ;
- Valoriser des travaux créatifs, œuvres de figures féminines de premier plan, et donner la possibilité aux femmes d'être reconnues dans le monde de l'architecture ;
- Mettre en valeur les œuvres et les carrières de femmes architectes ;
- Valoriser les femmes entrepreneuses et les agences d'architecture qui développent de bonnes pratiques en faveur de l'égalité professionnelle.

Seront ainsi proposées des journées de sensibilisation et de formation autour des femmes architectes lauréates, des rencontres avec le public, des conférences et des visites architecturales des projets de femmes architectes en région Île-de-France.

Les bénéficiaires directs du projet sont estimés à 45 000.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats d'études – prestations de services	7 000,00	21,60%
Fournitures d'entretien - Petit équipement	250,00	0,77%
Publicité, publications, relations publiques	3 500,00	10,80%
Locations	1 500,00	4,63%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	12 500,00	38,58%
Fêtes, cérémonies, foire et exposition	4 500,00	13,89%
Catalogues, imprimés, publications	850,00	2,62%
Transports - déplacements - missions	700,00	2,16%
Frais postaux et télécommunications	350,00	1,08%
Rémunérations du personnel	1 250,00	3,86%
Total	32 400,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	5 000,00	15,43%
Ressources propres	1 400,00	4,32%
Ville de Paris	1 000,00	3,09%
BNP Paribas	25 000,00	77,16%
Total	32 400,00	100,00%

DOSSIER N° EX062414 - Formation et accompagnement des acteurs, pour la prévention et la lutte contre les discriminations

Dispositif : Soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes - Fonctionnement (n° 00000985)

Délibération Cadre : CR100-16 modifiée du 22/09/2016

Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300

Action : 10200504- Lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes - Fonctionnement	32 650,00 € TTC	15,31 %	5 000,00 €
Montant total de la subvention			5 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FIAISM FEMMES INTER ASSOCIATION ISM

Adresse administrative : 21 TER RUE VOLTAIRE
75011 PARIS 11E ARRONDISSEMENT

Statut Juridique : Association

Représentant : Madame Thérèse AUCLAIR, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : formation et accompagnement des acteurs, pour la prévention et la lutte contre les discriminations

Dates prévisionnelles : 1 mars 2022 - 22 mars 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Description :

Le projet vise à former les professionnels et les acteurs de la lutte contre les discriminations, via les actions suivantes :

- Mise en place d'une session de formation de deux jours à Paris sur la prévention et la lutte contre les discriminations réunissant 15 acteurs associatifs ou agents de collectivité (apports théoriques sur les discriminations, accès aux droits, accompagnement et orientation du public) ;
- Organisation de deux temps d'échanges formatifs réunissant 15 acteurs expérimentés à partir d'études de cas juridiques concrets ;
- Mise en place de cinq journées d'accompagnement et de suivis personnalisés pour des associations, effectués par un juriste et un formateur ;
- Création d'outils de recueil de données statistiques afin de faciliter le travail des associations ;
- Organisation d'un séminaire, réunissant associations et professionnels, pour échanger sur les

conséquences de la crise sanitaire sur les habitants, dont l'accès aux droits, la fracture numérique, les violences faites aux femmes ;

- Coanimation de six ateliers de sensibilisation aux discriminations, à destination des structures de proximité (Evry, Poissy, Champigny sur Marne, Villeneuve Saint Georges...).

Les bénéficiaires directs du projet sont estimés à 90.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- YVELINES
- ESSONNE
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats non stockés de matières premières et fournitures	323,00	0,99%
EDF, autres fournitures	100,00	0,31%
Locations	1 500,00	4,59%
Charges locatives	1 000,00	3,06%
Documentation générale et technique	150,00	0,46%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	9 100,00	27,87%
Publicité, publications, relations publiques, communication	3 000,00	9,19%
Transports - déplacements - missions	4 000,00	12,25%
Rémunérations du personnel	9 328,00	28,57%
Charges sociales et frais de personnel	4 149,00	12,71%
Total	32 650,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	550,00	1,68%
ACSE	11 000,00	33,69%
ASP	9 100,00	27,87%
Région Ile-de-France	5 000,00	15,31%
CCFD	7 000,00	21,44%
Total	32 650,00	100,00%

DOSSIER N° EX062443 - Le Théâtre mobile - ateliers smartphone

Dispositif : Soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes - Fonctionnement (n° 00000985)

Délibération Cadre : CR100-16 modifiée du 22/09/2016

Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300

Action : 10200504- Lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes - Fonctionnement	7 726,00 € TTC	32,36 %	2 500,00 €
	Montant total de la subvention		2 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MARIANNE FILMS
Adresse administrative : 45 ALLEES ARISTIDE BRIAND
91100 CORBEIL-ESSONNES
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Hélène PICARD, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien au dispositif Le Théâtre mobile - ateliers smartphone

Dates prévisionnelles : 1 février 2022 - 31 janvier 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Description :

L'association intervient sur des projets d'éducation à l'image et d'initiation aux métiers de l'audiovisuel.

Le projet vise à soutenir le « Théâtre Mobile », un concept de théâtre en appartement qui permet la diffusion d'une pièce abordant la thématique des discriminations, afin de lancer un débat participatif. La pièce de théâtre sensibilise également à la thématique de l'égalité entre les femmes et les hommes.

Il est proposé de déployer le projet par la mise en place d'une semaine d'ateliers autour de la pièce et la création d'une mini scénette de théâtre avec des jeunes Franciliens. Après avoir assisté à la représentation, les élèves seront initiés aux techniques suivantes : improvisation théâtrale, initiation à la prise de vue avec smartphone, montage vidéo, écriture d'une mini pièce de théâtre, mise en scène. À l'issue des cinq ateliers, les élèves présenteront leur création de ciné-théâtre.

Les bénéficiaires directs du projet sont estimés à 50.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- CORBEIL-ESSONNES
- GRIGNY
- EVRY-COURCOURONNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Combustible, carburants, alimentation	500,00	6,47%
Fournitures d'entretien - Petit équipement	300,00	3,88%
Fournitures administratives	500,00	6,47%
Locations	500,00	6,47%
Documentation générale et technique	700,00	9,06%
Publicité, publications, relations publiques, communication	500,00	6,47%
Transports - déplacements - missions	1 000,00	12,94%
Rémunérations du personnel	2 700,00	34,95%
Charges sociales et Frais de personnel	1 026,00	13,28%
Total	7 726,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	2 500,00	32,36%
DILCRAH	2 000,00	25,89%
Département de l'Essonne	3 000,00	38,83%
Ressources propres	126,00	1,63%
Cotisations	100,00	1,29%
Total	7 726,00	100,00%

DOSSIER N° EX062444 - Mise en place d'une permanence de "pairadvocacy" : soutien entre pairs à l'accès aux droits et aux recours

Dispositif : Soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes - Fonctionnement (n° 00000985)

Délibération Cadre : CR100-16 modifiée du 22/09/2016

Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300

Action : 10200504- Lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes - Fonctionnement	60 000,00 € TTC	16,67 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ADVOCACY PARIS IDF
Adresse administrative : 46 RUE BICHAT
75010 PARIS 10E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Marina PASPATIS, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : mise en place d'une permanence de pairadvocacy : soutien entre pairs à l'accès aux droits et aux recours

Dates prévisionnelles : 4 avril 2022 - 3 mars 2023

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

L'association promeut le soutien entre pairs à l'accès aux droits et aux recours, notamment dans le secteur de la santé mentale, et propose des formations en présentiel et à distance aux pratiques de soutien entre pairs, dite « pairadvocacy ».

Le présent projet vise à mettre en place une permanence de pairadvocacy afin de :

- Structurer les réponses aux demandes d'aide pour l'accès aux droits et aux recours des personnes aux prises avec le système de santé mentale ou de psychiatrie ;
- Soutenir les représentants d'usagers du système de santé mentale et les « pairadvocates » dans l'étude des demandes et l'accompagnement des usagers dans leurs démarches ;
- Mettre en place des outils de reporting pour une meilleure lisibilité des activités et des problématiques d'application des droits en santé mentale, et contribuer à un observatoire.

Les bénéficiaires directs du projet sont estimés à 400.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats d'études – prestations de services	8 000,00	13,33%
Achats non stockés de matières premières et fournitures	6 000,00	10,00%
EDF, autres fournitures	2 000,00	3,33%
Fournitures d'entretien - Petit équipement	2 000,00	3,33%
Fournitures administratives	2 000,00	3,33%
Locations	20 000,00	33,33%
Rémunérations du personnel	20 000,00	33,33%
Total	60 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	800,00	1,33%
ASP	6 000,00	10,00%
Région Ile-de-France	10 000,00	16,67%
Département de Paris	6 000,00	10,00%
ARS	31 200,00	52,00%
Collectif d'associations URBANITES	6 000,00	10,00%
Total	60 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX062447 - Soutien au projet « Histoires de femmes », ateliers d'écriture et de théâtre

Dispositif : Soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes - Fonctionnement (n° 00000985)

Délibération Cadre : CR100-16 modifiée du 22/09/2016

Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300

Action : 10200504- Lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes - Fonctionnement	62 259,00 € TTC	16,06 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : VELEDA
Adresse administrative : 65 AVENUE DE LA PRINCESSE
78110 LE VESINET
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Denis ATTAL, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien au projet « Histoires de femmes », ateliers d'écriture et de théâtre

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2022 - 31 décembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Description :

Le projet vise à accompagner des femmes suivies par des associations dans l'écriture de leur histoire et la représentation de celle-ci. L'objectif est d'encourager la libération de la parole.

Les femmes bénéficieront d'ateliers de collectage de la parole, d'ateliers d'écriture, d'ateliers théâtre et d'ateliers de direction artistique. Le spectacle produit sera diffusé, un recueil des textes collectés sera édité et un documentaire sur ce projet sera réalisé.

Les associations « En avant toutes », « Elle's imagine'nt », « Femmes pour le dire, femmes pour agir », « la Fondation des femmes » seront partenaires de ce projet. Trois artistes, une directrice artistique, un chargé de production et un secrétaire de production accompagneront la réalisation des ateliers et du spectacle.

Les bénéficiaires directs du projet sont estimés à 40.

Le bénéficiaire a obtenu une dérogation exceptionnelle au recrutement d'un ou plusieurs stagiaires.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- PARIS
- LE VESINET
- PANTIN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats d'études – prestations de services	3 159,00	5,07%
Fournitures d'entretien - Petit équipement	2 100,00	3,37%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	5 750,00	9,24%
Publicité, publications, relations publiques, communication	500,00	0,80%
Transports - déplacements - missions	2 000,00	3,21%
Frais postaux et télécommunications	150,00	0,24%
Rémunérations du personnel	32 400,00	52,04%
Charges sociales et frais de personnel	16 200,00	26,02%
Total	62 259,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	10 000,00	16,06%
Département de Paris	10 000,00	16,06%
Ville de Paris	10 000,00	16,06%
Ministère prévention de la délinquance des politiques de citoyenneté	25 000,00	40,15%
Mécènes	7 259,00	11,66%
Total	62 259,00	100,00%

DOSSIER N° EX062449 - Soutien au dispositif « NOBELLES », cérémonie théâtrale de remise de prix à des femmes scientifiques

Dispositif : Soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes - Fonctionnement (n° 00000985)

Délibération Cadre : CR100-16 modifiée du 22/09/2016

Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300

Action : 10200504- Lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes - Fonctionnement	24 000,00 € HT	50,00 %	12 000,00 €
	Montant total de la subvention		12 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMEDIE DES ONDES
Adresse administrative : 3 ALLEE DU CLOS TONNERRE
91120 PALAISEAU
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Eva SALMERON, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien au dispositif « NOBELLES », cérémonie théâtrale de remise de prix à des femmes scientifiques

Dates prévisionnelles : 1 mars 2022 - 28 février 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Description :

Le projet vise à réaliser 30 représentations de la pièce de théâtre participatif « NOBELLES », au sein des lycées franciliens, notamment situés dans les zones éloignées ou en quartiers politique de la ville. La pièce permet de valoriser de nombreux parcours de femmes scientifiques, souvent méconnues (Rosalind Franklin, Hedy Lamarr, Marthe Gaultier...). La cérémonie est préparée en amont avec les élèves, et la représentation est suivi d'un débat sur l'égalité femmes – hommes.

Les objectifs du projet sont les suivants :

- Donner aux élèves des repères historiques sur la place des femmes dans les sciences ;
- Elargir les choix d'orientation, notamment des filles, vers les filières scientifiques et techniques, et particulièrement du numérique ;
- Favoriser l'émancipation par le savoir et développer la curiosité intellectuelle par les sciences.

Les bénéficiaires directs du projet sont estimés à 2 600.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS
- SEINE ET MARNE
- YVELINES
- ESSONNE
- HAUTS DE SEINE
- SEINE SAINT DENIS
- VAL DE MARNE
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats d'études – prestations de services	0,00	0,00%
Fournitures d'entretien - Petit équipement	100,00	0,42%
Fournitures administratives	50,00	0,21%
Contrats prestations de services avec des entreprises	1 150,00	4,79%
Locations	2 400,00	10,00%
Charges locatives	0,00	0,00%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	0,00	0,00%
Publicité, publications, relations publiques, communication	300,00	1,25%
Annonces - insertions	50,00	0,21%
Catalogues, imprimés, publications	50,00	0,21%
Transports - déplacements - missions	1 482,00	6,18%
Frais postaux et télécommunications	38,70	0,16%
Rémunérations du personnel	11 804,40	49,19%
Charges sociales et frais de personnel	6 574,90	27,40%
Total	24 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	6 200,00	25,83%
Délégation Régionale aux Droits des Femmes	0,00	0,00%
Région Ile-de-France	12 000,00	50,00%
Département de l'Essonne	4 000,00	16,67%
FMJH	1 800,00	7,50%
Total	24 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX062450 - Programme de sensibilisation : impact de la division genrée du travail domestique et des responsabilités parentales sur les inégalités professionnelles femmes-hommes

Dispositif : Soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes - Fonctionnement (n° 00000985)

Délibération Cadre : CR100-16 modifiée du 22/09/2016

Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300

Action : 10200504- Lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes - Fonctionnement	111 528,00 € TTC	13,45 %	15 000,00 €
	Montant total de la subvention		15 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MAYDEE
Adresse administrative : 8 RUE DU GENERAL RENAULT
75011 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Céline SOYEZ, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien au programme de sensibilisation quant à l'impact de la division genrée du travail domestique et des responsabilités parentales sur les inégalités professionnelles femmes-hommes

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2022 - 31 décembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Description :

Le projet vise à lutter contre les inégalités femmes-hommes dans la sphère professionnelle et contre les discriminations dans l'emploi en raison du sexe, de la situation familiale et de la grossesse.

Le programme de sensibilisation proposé comprend :

- des ateliers de sensibilisation sur l'articulation des temps de vie personnelle et des temps professionnels et notamment sur l'inégale répartition du travail domestique et des responsabilités parentales et son impact sur la vie professionnelle. A cette occasion, des outils pratiques et innovants tels que la nouvelle version de l'application Maydée App - première application gratuite de quantification du travail domestique et des responsabilités familiales, seront présentés au public. Ces actions ont pour objet de mettre en exergue le lien entre les causes, la répartition genrée des rôles sociaux dans la sphère privée, et leurs

conséquences dans la sphère professionnelle ;

- des ateliers pour les pères sur le congé paternité et d'accueil de l'enfant ;
- des ateliers de pédagogie juridique et financière pour sensibiliser les femmes à leurs droits (droit du travail en matière d'embauche, en retour d'un congé parental, droit à la formation...) et favoriser leur autonomisation financière ;
- un programme de remobilisation à l'emploi pour les femmes après un congé parental ou maternité.

Les bénéficiaires directs du projet sont estimés à 660.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS
- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Fournitures d'entretien - petit équipement	2 000,00	1,79%
Fournitures administratives	2 000,00	1,79%
Contrats prestations de services avec des entreprises	15 000,00	13,45%
Locations	4 300,00	3,86%
Documentation générale et technique	250,00	0,22%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	12 100,00	10,85%
Publicité, publications, relations publiques, communication	252,00	0,23%
Catalogues, imprimés, publications	500,00	0,45%
Transports - déplacements - missions	1 500,00	1,34%
Frais postaux et télécommunications	554,00	0,50%
Rémunérations du personnel	51 762,00	46,41%
Charges sociales et frais de personnel	20 050,00	17,98%
Frais de colloques et séminaires	260,00	0,23%
Annonces - insertions	1 000,00	0,90%
Total	111 528,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	3 000,00	2,69%
ASP	3 264,00	2,93%
Fongep	3 000,00	2,69%
Région Ile-de-France	15 000,00	13,45%
DPJJ	6 600,00	5,92%
FDVA	7 000,00	6,28%
Ville de Paris	2 000,00	1,79%
CAF	3 000,00	2,69%
Fondation Chanel	50 000,00	44,83%
Dons	2 664,00	2,39%
Prix divers	1 000,00	0,90%
DGCS-SDFE	15 000,00	13,45%
Total	111 528,00	100,00%

DOSSIER N° EX062451 - Identification et accompagnement juridique des victimes d'esclavage moderne et de traite des êtres humains

Dispositif : Soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes - Fonctionnement (n° 00000985)

Délibération Cadre : CR100-16 modifiée du 22/09/2016

Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300

Action : 10200504- Lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes - Fonctionnement	110 446,00 € TTC	13,58 %	15 000,00 €
	Montant total de la subvention		15 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CCEM COMITE CONTRE L'ESCLAVAGE MODERNE
Adresse administrative : 169BIS BLD VINCENT AURIOL
75013 PARIS 13E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Sylvie O'DY, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : identification et accompagnement juridique des victimes d'esclavage moderne et de traite des êtres humains

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2022 - 31 décembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Description :

Le projet vise à identifier les victimes d'esclavage moderne et de traite des êtres humains à des fins d'exploitation par le travail, favoriser l'accès à la justice et à un suivi juridique spécialisé, et lutter contre l'impunité des auteurs de faits de traite des êtres humains.

Il poursuit plusieurs objectifs opérationnels :

1/ Identification et signalement : L'identification des victimes sur la base de critères précis définis selon la loi d'août 2013 contre la Traite des êtres humains : charge de travail sans congé ; absence ou insuffisance de rémunération ; confiscation des documents d'identité ; menaces, brimades, insultes ou toute autre violence psychologique et/ou physique ; contrôle de relations extérieures et isolement ; conditions de vie et de travail discriminatoires.

2/ Action du pôle « juridique » et accompagnement des victimes : Accompagnement des victimes devant les tribunaux par la mise en œuvre de toutes procédures juridiques et judiciaires dans le but de faire condamner les auteurs et de restaurer les droits et la dignité des victimes.

L'action juridique comporte un suivi au niveau du droit pénal, social, administratif et notamment :

- Audience approfondie de la victime et rassemblement de pièces de preuve ;
- Dépôt de plainte ou signalement au procureur ;
- Demande d'aide juridictionnelle et identification des avocats (notamment du réseau CCEM) ;
- Constitution en partie civile auprès de la victime (un euro symbolique) ;
- Suivi de l'exécution des condamnations.

Les bénéficiaires directs du projet sont estimés à 250.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
EDF, autres fournitures	520,00	0,47%
Fournitures d'entretien - Petit équipement	599,00	0,54%
Locations	10 954,00	9,92%
Entretien et réparations	2 390,00	2,16%
Etudes et recherches	181,00	0,16%
Documentation générale et technique	44,00	0,04%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	2 321,00	2,10%
Catalogues, imprimés, publications	1 004,00	0,91%
Transports - déplacements - missions	1 785,00	1,62%
Frais postaux et télécommunications	1 618,00	1,46%
Rémunérations du personnel	60 769,00	55,02%
Charges sociales et frais de personnel	23 032,00	20,85%
Cotisations	109,00	0,10%
Charges de gestion courante (AAV France)	5 120,00	4,64%
Total	110 446,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Dons	15 326,00	13,88%
ONU AAV France	5 120,00	4,64%
Région Ile-de-France	15 000,00	13,58%
DGCS	75 000,00	67,91%
Total	110 446,00	100,00%

DOSSIER N° EX062452 - Sensibilisation à l'égalité entre les femmes et les hommes

Dispositif : Soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes - Fonctionnement (n° 00000985)

Délibération Cadre : CR100-16 modifiée du 22/09/2016

Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300

Action : 10200504- Lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes - Fonctionnement	79 100,00 € TTC	25,28 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : OSEZ LE FEMINISME

Adresse administrative : 22 RUE DEPARCIEUX
75014 PARIS

Statut Juridique : Association

Représentant : Madame ALYSSA AHRABARE, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : sensibilisation à l'égalité entre les femmes et les hommes

Dates prévisionnelles : 21 janvier 2022 - 22 mars 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Description :

Le projet vise à sensibiliser le grand public, et notamment les jeunes, sur les enjeux d'éducation à la vie affective et sexuelle et de lutte contre la prostitution et la pornographie.

Les actions suivantes seront particulièrement soutenues :

- Interventions régulières en milieu éducatif, du collège à l'enseignement supérieur ;
- Diffusion et alimentation d'outils : rédaction d'un journal et d'un webzine, « www.feministoclic.olf.site », rédaction et diffusion de contenus d'éducation à la vie affective et sexuelle, « www.lesfrangines.olf.site » ;
- Organisation de « FéminisTalk » mensuels à la Cité audacieuse et de réunions publiques régulières en webinar ;
- Mise en œuvre de campagnes numériques et de publications sur les réseaux sociaux afin de sensibiliser le grand public à l'égalité femmes – hommes ;
- Diffusion d'un guide d'éducation à la vie affective et sexuelle.

Les bénéficiaires directs du projet sont estimés à 1 000.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats d'études – prestations de services	3 000,00	3,79%
Achats non stockés de matières premières et fournitures	2 500,00	3,16%
Fournitures d'entretien - Petit équipement	500,00	0,63%
Fournitures administratives	0,00	0,00%
Locations	10 000,00	12,64%
Documentation générale et technique	250,00	0,32%
Frais de formation	4 200,00	5,31%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	8 000,00	10,11%
Publicité, publications, relations publiques, communication	5 000,00	6,32%
Transports - déplacements - missions	2 550,00	3,22%
Frais postaux et télécommunications	2 950,00	3,73%
Rémunérations du personnel	20 000,00	25,28%
Charges sociales et frais de personnel	20 150,00	25,47%
Total	79 100,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	19 100,00	24,15%
Région Ile-de-France	20 000,00	25,28%
SDFE	20 000,00	25,28%
Département de Paris	10 000,00	12,64%
Fondation des femmes	10 000,00	12,64%
Total	79 100,00	100,00%

DOSSIER N° EX062454 - Soutien au dispositif « SAFE : Santé des Femmes »

Dispositif : Soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes - Fonctionnement (n° 00000985)

Délibération Cadre : CR100-16 modifiée du 22/09/2016

Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300

Action : 10200504- Lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes - Fonctionnement	59 152,00 € TTC	33,81 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION DE SOUTIEN A LA
FONDATION DES FEMMES
Adresse administrative : 9 RUE DE VAUGIRARD
75006 PARIS 6E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame SARAH BECKER, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien au dispositif « SAFE : Santé des Femmes »

Dates prévisionnelles : 1 mars 2022 - 28 février 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Description :

Le projet propose une approche globale du sujet de la santé des femmes, et des discriminations spécifiques dont elles sont victimes, afin de les outiller pour être mieux informée et agir.

Les actions suivantes seront particulièrement soutenues :

- Création de contenus pédagogiques sous forme de guides juridiques pour favoriser l'accès aux droits concernant les questions de santé génésique (réédition du guide « accouchement mes droits mes choix », création d'un kit juridique d'information sur les droits et les recours) ;
- Etude sur l'impact des réseaux sociaux, du rôle des influenceuses et publicités mensongères sur le rapport au corps et la consommation de produits et de procédures médicales, travail sur la transparence des dispositifs médicaux et produits d'hygiène essentiels comme les tampons ou serviettes hygiéniques ;

- Accompagnement juridique, en cas de recours en justice ou auprès de la Défenseure des droits ;
- Accompagnement juridique des professionnelles de santé (notamment droits salariaux), et réalisation d'une campagne de sensibilisation sur le sujet de la discrimination salariale des secteurs du soin.

Les bénéficiaires directs du projet sont estimés à 5 000.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Fournitures d'entretien - Petit équipement	300,00	0,51%
Fournitures administratives	200,00	0,34%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	4 000,00	6,76%
Publicité, publications, relations publiques, communication	7 400,00	12,51%
Catalogues, imprimés, publications	8 100,00	13,69%
Transports - déplacements - missions	250,00	0,42%
Frais postaux et télécommunications	700,00	1,18%
Rémunérations du personnel	22 799,00	38,54%
Charges sociales et frais de personnel	15 403,00	26,04%
Total	59 152,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	20 000,00	33,81%
Partenariats privés	10 000,00	16,91%
Dons	29 152,00	49,28%
Total	59 152,00	100,00%

DOSSIER N° EX062455 - Formations pour les femmes en situation de précarité

Dispositif : Soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes - Fonctionnement (n° 00000985)

Délibération Cadre : CR100-16 modifiée du 22/09/2016

Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300

Action : 10200504- Lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes - Fonctionnement	51 600,00 € TTC	9,69 %	5 000,00 €
	Montant total de la subvention		5 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION SE FORMER POUR AVANCER
Adresse administrative : 52 RUE CHARLES MICHELS
93200 SAINT DENIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Hassiba GUERBOUJ, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : mise en place de formations pour les femmes en situation de précarité

Dates prévisionnelles : 1 avril 2022 - 31 mars 2023

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Le projet vise à proposer des formations pour les femmes en difficulté, pour leur permettre d'acquérir les outils et ressources nécessaires pour sortir de la précarité. Un programme individualisé est mis en place, en fonction des besoins identifiés.

Quatre thématiques, incluant chacune plusieurs modules, sont ainsi proposées :

1/ Accès aux droits : parcours juridique (droit public, famille, travail), citoyenneté et République, accompagnement et conseils juridiques ;

2/ Accès à l'emploi stable : bilan de compétences, Valorisation de l'expérience (VAE), aide à la recherche, remise à niveau des savoirs de base, préparation à un concours, inscription à une formation qualifiante ;

3/ Accès aux outils et services numériques : savoir utiliser un outil numérique, inscription sur les plateformes services publics, apprentissage des usages, recherche d'informations, recherche d'emploi ;

4/ Accès à la santé : gestion du temps, gestion du stress, gestion de la famille et de la charge mentale.

Les ateliers sont programmés 3 jours par semaine, à raison de deux heures. Les participantes peuvent également bénéficier, dans la continuité, de l'accès libre à du matériel informatique durant une heure.

Les bénéficiaires directs du projet sont estimés à 200.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- SAINT-DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats d'études – prestations de services	500,00	0,97%
Achats non stockés de matières premières et fournitures	600,00	1,16%
Fournitures d'entretien - Petit équipement	200,00	0,39%
Locations	14 400,00	27,91%
Documentation générale et technique	1 200,00	2,33%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	30 000,00	58,14%
Publicité, publications, relations publiques, communication	1 200,00	2,33%
Transports - déplacements - missions	200,00	0,39%
Frais postaux et télécommunications	240,00	0,47%
Rémunérations du personnel	2 400,00	4,65%
EDF	300,00	0,58%
Charges locatives	360,00	0,70%
Total	51 600,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	5 000,00	9,69%
Contrat de Ville- Préfecture de Seine-Saint-Denis	20 000,00	38,76%
EPCI Plaine Commune	5 000,00	9,69%
Département de Seine-Saint-Denis	8 000,00	15,50%
L'Oréal	13 600,00	26,36%
Total	51 600,00	100,00%

DOSSIER N° EX062456 - Déploiement du projet "JUMP IN TECH" en Île-de-France

Dispositif : Soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes - Fonctionnement (n° 00000985)

Délibération Cadre : CR100-16 modifiée du 22/09/2016

Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300

Action : 10200504- Lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes - Fonctionnement	380 441,00 € TTC	6,57 %	25 000,00 €
	Montant total de la subvention		25 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BECOMTECH
Adresse administrative : 7 BIS RUE RIQUET
75019 PARIS 19E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Marine SOROKO, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : déploiement du projet « JUMP IN TECH » en Île-de-France

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2022 - 31 décembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Description :

« JUMP IN TECH » est un programme d'initiation aux métiers techniques de l'informatique, à destination de filles de 3ème et de 2nde. L'objectif est de favoriser l'émancipation des filles via l'acquisition de compétences numériques, leur permettant d'élargir leurs choix professionnels et d'orientation.

Le projet proposé se déroule en trois phases :

- 1/ Sensibilisation : interventions dans les collèges et lycées pour sensibiliser 800 jeunes filles à la mixité des métiers, à l'intérêt et à l'exploration des filières techniques du numérique ;
- 2/ Parcours d'ateliers : une formation intensive de 110 heures, organisée pour 4 promotions en présentiel de 15 jeunes filles ainsi qu'une promotion en distanciel de 8 filles (68 filles au total). Les ateliers se déroulent pendant l'été et s'articulent autour de 3 axes : l'acquisition de compétences, la rencontre et la découverte des métiers techniques et scientifiques du numérique, et enfin la gestion de projets ;
- 3/ Girls Camp : restitution publique par les apprenantes de leurs expériences et des projets réalisés,

devant les partenaires du projet, la communauté éducative et l'entourage des participantes. Cette cérémonie de clôture est l'occasion de valoriser les compétences acquises par les jeunes filles. Les bénéficiaires directs du projet sont estimés à 868.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS
- YVELINES
- VAL DE MARNE
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
EDF, autres fournitures	9 069,00	2,38%
Locations	13 018,00	3,42%
Documentation générale et technique	434,00	0,11%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	67 841,00	17,83%
Publicité, publications, relations publiques, communication	6 867,00	1,81%
Transports - déplacements - missions	24 560,00	6,46%
Rémunérations du personnel	130 632,00	34,34%
Charges sociales et frais de personnel	128 020,00	33,65%
Total	380 441,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CUCS	25 000,00	6,57%
Délégation Régionale aux Droits des Femmes	35 000,00	9,20%
Fongep	7 164,00	1,88%
Région Ile-de-France	25 000,00	6,57%
Ministère de l'Education nationale	20 000,00	5,26%
Département des Yvelines	5 000,00	1,31%
Ministère de l'Enseignement supérieur	19 214,00	5,05%
Préfecture du Val-de-Marne	5 000,00	1,31%
Préfecture du Rhône	5 000,00	1,31%
AAP Quartiers solidaires Val-de-Marne	5 000,00	1,31%
AAP Quartiers solidaires Yvelines	5 000,00	1,31%
Ville de Choisy-le-Roi	1 400,00	0,37%
Ville de Paris (Culture Scientifique)	19 000,00	4,99%
Ville de Paris	20 000,00	5,26%
Ville de Créteil	20 000,00	5,26%
Fondation Total	20 590,00	5,41%
Fondation Chanel	20 000,00	5,26%
Fondation Workday	30 000,00	7,89%
Fondation RATP	20 000,00	5,26%
Lenovo	20 000,00	5,26%
BNP	30 000,00	7,89%
GRDF	10 000,00	2,63%
Revaia	3 073,00	0,81%
OKTA	10 000,00	2,63%
Total	380 441,00	100,00%

DOSSIER N° EX062457 - Soutien au dispositif « Codée » : encourager l'accès des filles aux métiers du numérique

Dispositif : Soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes - Fonctionnement (n° 00000985)

Délibération Cadre : CR100-16 modifiée du 22/09/2016

Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300

Action : 10200504- Lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes - Fonctionnement	28 200,00 € TTC	26,60 %	7 500,00 €
	Montant total de la subvention		7 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LAPS EQUIPE DU MATIN
Adresse administrative : 8 RUE DU GENERAL RENAULT
75011 PARIS 11E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Mikaël VITALI, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien au dispositif « Codée » : encourager l'accès des filles aux métiers du numérique

Dates prévisionnelles : 21 janvier 2022 - 20 janvier 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Description :

Le projet présenté vise à encourager l'accès des filles aux métiers du numérique.

« Codée » propose un travail sur les représentations impactant filles et garçons sur les choix d'orientation. Il s'agit d'élargir le champ des possibles et de sensibiliser les jeunes à l'importance et à la diversité des métiers du numérique. Le développement de l'accès des filles aux métiers scientifiques, techniques et informatiques constitue la problématique centrale de l'action.

Les actions suivantes seront particulièrement soutenues :

- Création et diffusion d'un outil de sensibilisation adapté aux adolescents, incluant les enjeux du numérique (élaboration d'une plaquette avec une illustratrice) ;
- Déploiement d'une pièce de théâtre participative auprès de 15 établissements franciliens, sur l'ensemble du territoire.

Les bénéficiaires directs du projet sont estimés à 1 500.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats non stockés de matières premières et fournitures	400,00	1,42%
EDF, autres fournitures	100,00	0,35%
Combustible, carburants, alimentation	500,00	1,77%
Fournitures d'entretien - Petit équipement	150,00	0,53%
Fournitures administratives	50,00	0,18%
Locations	2 050,00	7,27%
Documentation générale et technique	50,00	0,18%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	3 400,00	12,06%
Publicité, publications, relations publiques, communication	200,00	0,71%
Catalogues, imprimés, publications	2 000,00	7,09%
Transports - déplacements - missions	618,40	2,19%
Frais postaux et télécommunications	50,00	0,18%
Rémunérations du personnel	13 498,00	47,87%
Charges sociales et frais de personnel	5 133,60	18,20%
Total	28 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	6 000,00	21,28%
ASP	2 000,00	7,09%
Délégation Régionale aux Droits des Femmes	4 000,00	14,18%
Région Ile-de-France	7 500,00	26,60%
Département de Paris	3 500,00	12,41%
CAF de Paris	4 200,00	14,89%
Fondation Blaise Pascal	1 000,00	3,55%
Total	28 200,00	100,00%

DOSSIER N° EX062458 - Soutien au dispositif « Women Dare » : accompagnement des femmes vers l'entrepreneuriat à impact

Dispositif : Soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes - Fonctionnement (n° 00000985)

Délibération Cadre : CR100-16 modifiée du 22/09/2016

Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300

Action : 10200504- Lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes - Fonctionnement	407 502,00 € TTC	2,45 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EMPOW HER
Adresse administrative : 82 RUE DU FAUBOURG SAINT-MARTIN
75010 PARIS 10E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Julie ABBO, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien au dispositif « Women Dare » : accompagnement des femmes vers l'entrepreneuriat à impact

Dates prévisionnelles : 1 mars 2022 - 28 février 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Description :

L'association a pour mission d'encourager la participation des femmes au secteur de l'entrepreneuriat social et de les accompagner dans leur projet. Sont particulièrement visées les femmes qui se tournent vers l'entrepreneuriat comme solution d'accès ou de retour à l'emploi, ou qui l'envisagent dans une démarche de reconversion.

Le projet « Women Dare » vise ainsi à :

- Sensibiliser les femmes à l'entrepreneuriat, démystifier la création d'entreprise et mettre en avant des parcours inspirants, à travers des actions "hors-les-murs" pour aller à la rencontre des femmes éloignées des dispositifs classiques d'accompagnement (sessions d'information, kiosques dans les quartiers, et ateliers de sensibilisation menés auprès de partenaires locaux de l'insertion) ;
- Orienter les femmes dans leurs projets de création par l'animation de sessions d'orientation gratuites

pour obtenir des conseils concernant les dispositifs de soutien existants (formation, financement, accompagnement). L'association réoriente si besoin les femmes vers des structures adaptées, suivant les besoins identifiés ;

- Accompagner les femmes dans le développement de leur projet entrepreneurial : accompagnement de 12 mois comprenant l'accès à un bootcamp de deux jours pour formaliser son idée, 10 heures d'accompagnement individualisé avec des experts (juridique, marketing, commercial...), cycle de co-développement de 6 heures pour résoudre des points de blocage ;
- Mettre en réseau les porteuses de projets pour créer une dynamique d'entraide (organisation de rencontres réseau et de petits-déjeuners « networking ») ;
- Capitaliser sur les outils développés, partager les bonnes pratiques et développer de nouveaux partenariats dans le but de favoriser l'accès au financement et aux réseaux pour les femmes entrepreneurs.

Les bénéficiaires directs du projet sont estimés à 500.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats non stockés de matières premières et fournitures	7 500,00	1,84%
EDF, autres fournitures	4 800,00	1,18%
Combustible, carburants, alimentation	9 600,00	2,36%
Locations	98 085,00	24,07%
Frais de formation	97 200,00	23,85%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	21 000,00	5,15%
Catalogues, imprimés, publications	4 800,00	1,18%
Rémunérations du personnel	100 460,00	24,65%
Charges sociales et frais de personnel	64 057,00	15,72%
Total	407 502,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	24 000,00	5,89%
Région Ile-de-France	10 000,00	2,45%
Banque des Territoires	100 435,00	24,65%
Ville de Paris	45 000,00	11,04%
F S E	141 648,00	34,76%
Fondation TOTAL	66 419,00	16,30%
Délégation Régionale aux Droits des Femmes	20 000,00	4,91%
Total	407 502,00	100,00%

DOSSIER N° EX062909 - Journée Evasion au Stade de France 2022

Dispositif : Soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes - Fonctionnement (n° 00000985)

Délibération Cadre : CR100-16 modifiée du 22/09/2016

Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300

Action : 10200504- Lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes - Fonctionnement	57 000,00 € TTC	17,54 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CNCP COMITE NATIONAL PREMIERS DE CORDEE
Adresse administrative : ZAC DU CORNILLON NORD
93216 SAINT-DENIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Marc HOFER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : organisation de la Journée évasion au Stade de France 2022

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2022 - 31 décembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Description :

Le projet vise à l'organisation de la Journée Evasion au Stade de France au profit d'enfants hospitalisés en Ile-de-France et atteints de toutes pathologies, âgés de 3 à 25 ans. Ce projet est porté par la structure dans le cadre de son action Sport à l'Hôpital permettant d'offrir aux enfants et à leurs familles une journée d'animations sportives et de découvertes en dehors des structures médicales. Il permet, de ce fait, de sensibiliser aux discriminations liées à l'état de santé et de valoriser la pratique sportive pour les enfants atteints d'un handicap. Cette journée a ainsi pour objet une réappropriation des pratiques sportives à des fins thérapeutiques.

Ce projet, prévu au printemps, proposera les animations suivantes :

- Ateliers d'activités sportives ;
- Visites des coulisses du Stade de France pour les enfants ;
- Rencontres privilégiées avec des champions ;

- Animations diverses.

Le village sportif sera composé d'une quinzaine de sports différents (football, rugby, handball, tennis, zone multisports, etc.) dont les pratiques seront encadrées par des intervenants qualifiés. La tenue de l'événement sera encadrée par la Croix Blanche et par l'ensemble des bénévoles et salariés de la structure.

Le nombre de participants est estimé à près de 3000 personnes.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- SAINT-DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats équipements et fournitures diverses	500,00	0,88%
Aménagement du site et location de matériels	8 000,00	14,04%
Frais d'hébergement	2 000,00	3,51%
Frais de restauration	5 000,00	8,77%
Frais de personnel (charges comprises)	12 000,00	21,05%
Frais de déplacement	2 000,00	3,51%
Frais d'encadrement	5 000,00	8,77%
Communication	6 000,00	10,53%
Logistique	3 500,00	6,14%
Frais de sécurité	10 000,00	17,54%
SACEM et amination	3 000,00	5,26%
Total	57 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	10 000,00	17,54%
Département de la Seine Saint Denis	10 000,00	17,54%
Ville de Paris	10 000,00	17,54%
Fonds propres	17 000,00	29,82%
LFP Ligue de football professionnelle	5 000,00	8,77%
UNFP Syndicat des joueurs de football	5 000,00	8,77%
Total	57 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX062808 - Soutien à la deuxième édition des « Belles d'Âmes »

Dispositif : Soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes - Fonctionnement (n° 00000985)

Délibération Cadre : CR100-16 modifiée du 22/09/2016

Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300

Action : 10200504- Lutte contre les discriminations

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes - Fonctionnement	122 800,00 € TTC	8,14 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES BELLES D'AMES

Adresse administrative : 3 VILLA ADRIENNE SIMON
75014 PARIS

Statut Juridique : Association

Représentant : Madame Jennifer PELAGE, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien à la deuxième édition des Belles d'Âmes

Dates prévisionnelles : 15 octobre 2021 - 14 octobre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Description :

L'association a pour objet la promotion et l'accompagnement des femmes venant d'Outre-mer.

Le projet vise à soutenir la mise en œuvre de la deuxième édition des « Belles d'âmes ».

Une série de 10 portraits vidéo de femmes franciliennes sera réalisée. Ces portraits permettront de valoriser des femmes agissant dans les territoires et engagées sur les thèmes tels que l'égalité professionnelle, l'accès au droit, l'égalité des droits, l'accès à l'espace public, les femmes en situation de précarité, les initiatives en faveur des jeunes et des femmes des quartiers populaires, l'accès au sport et à la culture.

Les vidéos seront diffusées dans les médias et sur YouTube. Le projet au global prévoit 52 portraits de femmes françaises.

Le bénéficiaire a obtenu une dérogation exceptionnelle au recrutement d'un ou plusieurs stagiaires.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE
- REGION GUADELOUPE
- REGION MARTINIQUE
- REGION GUYANE
- REGION REUNION

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats d'études et prestations de services	2 100,00	1,71%
Fournitures administratives	2 000,00	1,63%
Contrats prestations de services avec des entreprises	1 300,00	1,06%
Locations	4 800,00	3,91%
Documentation générale et technique	500,00	0,41%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	73 280,00	59,67%
Publicité, publications, relations publiques, communication	18 000,00	14,66%
Transports - déplacements - missions	12 000,00	9,77%
Frais postaux et télécommunications	500,00	0,41%
Fêtes, cérémonies, projection portraits	8 320,00	6,78%
Total	122 800,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	20 000,00	16,29%
Région Ile-de-France	10 000,00	8,14%
Délégation Régionale aux Droits des Femmes	5 000,00	4,07%
Ministère de l'Outre-Mer	15 000,00	12,21%
Département de la Martinique	3 750,00	3,05%
Département de la Guadeloupe	3 750,00	3,05%
Département de la Réunion	3 750,00	3,05%
Département de la Guyane	3 750,00	3,05%
Commune de Colombes	3 000,00	2,44%
Commune d'Aubervilliers	2 000,00	1,63%
Corsair	16 800,00	13,68%
Bred Espace Outremer	12 000,00	9,77%
L'Oréal diversité	8 000,00	6,51%
UGPBAN	8 000,00	6,51%
AGS déménagement	4 000,00	3,26%
Shyinvest	4 000,00	3,26%
Total	122 800,00	100,00%

**Annexe 3 - Règlement d'intervention "Soutien
régional aux quartiers populaires et aux territoires
ruraux"**

REGLEMENT D'INTERVENTION DU SOUTIEN REGIONAL **AUX QUARTIERS POPULAIRES ET AUX TERRITOIRES RURAUX**

APPEL A PROJET ET PARTENARIATS SPECIFIQUES

1. INTRODUCTION

Les actions soutenues dans le cadre de ce règlement d'intervention s'inscrivent dans la continuité du rapport n° CR 2018-024 « Région Ile-de-France, Région solidaire ».

La Région Île-de-France, soucieuse de la cohésion sociale et de l'efficacité territoriale, a souhaité réviser sa politique publique en matière de politique de la ville en l'élargissant à l'ensemble des quartiers populaires et des communes rurales en difficulté, et en ancrant délibérément son intervention dans le droit commun afin d'en augmenter la portée. Les actions soutenues visent donc l'ensemble des habitants et des territoires franciliens dans une perspective de désenclavement, de mobilité, de mixité et de cohésion sociale et culturelle, ceci afin de ne pas conforter des zones d'exclusion et tendre la main à d'autres territoires notamment ruraux.

La Région poursuit sa mobilisation en faveur des territoires tant urbains que ruraux et met en œuvre un accompagnement des associations en faveur des quartiers populaires, axé sur le triptyque Mixité - Réussite – Autorité et ciblé autour des 4 thématiques suivantes :

1.1 Renforcer la cohésion sociale, favoriser l'intégration, l'insertion sociale et professionnelle

Le dispositif concerne notamment les actions de lutte contre le décrochage et le soutien à la réussite scolaire, les actions qui favorisent la maîtrise de la langue française pour une meilleure intégration et insertion professionnelle et les projets qui développent le lien social entre les quartiers urbains et ruraux afin de favoriser le désenclavement, la mixité sociale, culturelle et le vivre-ensemble.

1.2 Défendre les valeurs de la République et la citoyenneté

L'objectif est de favoriser la transmission des valeurs de la République et de la citoyenneté, de permettre aux jeunes de développer leur esprit critique, de s'ouvrir à l'autre et de dialoguer. Il s'agit aussi d'accompagner les familles et les professionnels de l'éducation dans la transmission de ces valeurs.

La collectivité régionale financera des structures dans leurs combats pour défendre les valeurs de la République et de la laïcité. Elle veillera aussi à ce que des équipes éducatives, ainsi que les familles, aient les outils nécessaires pour établir un dialogue et travailler avec les jeunes dans le cadre de la lutte contre les préjugés et les amalgames, prévenir le repli identitaire et ainsi favoriser l'appartenance commune.

1.3 Favoriser la place des femmes dans l'espace public et lutter contre les violences faites aux femmes

Il s'agit de favoriser la place des femmes dans l'espace public et d'agir contre toutes les formes de violences faites aux femmes qui constituent une entrave à leur citoyenneté, à leurs libres allers et venues et à leur autonomie de mouvement. L'espace public est entendu en tant qu'endroit physique ou numérique accessible au public, arpentés par les résidents ou non. A ce titre, il peut comprendre les transports en commun, l'espace numérique ou encore les équipements publics de loisir¹.

1.4 Prévenir les violences et les phénomènes d'affrontement entre groupes dans l'espace public

Il s'agit de prévenir les violences et les phénomènes de rixes, d'affrontement entre bandes formelles ou informelles dans l'espace public dans lesquels la part de mineurs est importante, dont des mineurs non-accompagnés. Ce sont des phénomènes qui ne sont pas nouveaux, mais très présents en Île-de-France et qui se sont vus modifiés et amplifiés par une augmentation de la violence et de l'usage des armes blanches, créant un réel sentiment d'insécurité. Il est question de mettre en place une politique de prévention qui vise à mieux prévenir ces situations à risques en agissant directement dans l'espace public, les réseaux sociaux, et les établissements scolaires, tout en réaffirmant le rôle des co-éducateurs, qu'ils soient parents, professeurs ou acteurs locaux, et en améliorant les relations entre individus et leur accompagnement dans une volonté de déconstruction de ces rivalités entre territoires.

Repères textuels :

- *Loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine.*
- *Décret n°2014-1750 du 30 novembre 2014 fixant la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville dans les départements métropolitains.*
- *Circulaires du 30 juillet 2014 relative à l'élaboration des contrats de ville de nouvelle génération, et du 15 octobre 2014 relative aux modalités opérationnelles d'élaboration des contrats de ville.*
- *Délibération n° CR 23-15 relative à la politique de la ville – orientations pour une nouvelle action régionale.*

¹ « Femmes et espaces publics, pour l'égalité entre les femmes et les hommes dans la rue, les transports et les espaces loisirs » Rapport 2018, Centre Hubertine Auclert, Territoires Franciliens pour l'Egalité.

2. L'APPEL A PROJETS

2.1. DESCRIPTIF DES ACTIONS ELIGIBLES

a. Renforcer la cohésion sociale, favoriser l'intégration, l'insertion sociale et professionnelle

La Région pourra soutenir les actions qui peuvent prendre les formes suivantes :

- celles qui proposent d'accompagner la réussite éducative et de lutter contre le décrochage scolaire en favorisant l'accès de tous les jeunes à la formation, que ce soit dans le cadre scolaire, dans l'apprentissage, dans la formation continue ou pour l'accès à l'emploi ;
- celles qui contribuent au soutien à la parentalité comme levier d'une bonne scolarité pour les enfants ;
- celles qui visent à lutter contre l'illettrisme et à développer la maîtrise de la langue française à l'écrit comme à l'oral ;
- celles qui permettent de tisser des liens sociaux et de voisinage dans et entre quartiers populaires et avec les autres territoires franciliens notamment ruraux ;
- celles qui visent à lutter contre la fracture numérique.

b. Défendre les valeurs de la République et la citoyenneté

La Région peut soutenir et accompagner des projets qui peuvent prendre les formes suivantes :

- des projets visant à mieux faire connaître les valeurs de la République, dont la laïcité, par des actions spécifiques et adaptées ;
- des projets visant à permettre aux structures de se doter de moyens permettant d'agir dans le cadre d'actions légales contre ceux qui ont des discours et/ou pratiques contraires aux valeurs de la République (outils juridiques, permanence de juristes, avocats, actions en justice, etc.) ;
- des actions favorisant l'exercice de la citoyenneté en tant que tel : comme, par exemple les actions facilitant la prise de responsabilité associative ou autre, les actions de participation des habitants ;
- des actions d'éducation à la citoyenneté en faveur des jeunes ;
- la transmission des valeurs de la République et du principe de laïcité grâce à la mise en place d'ateliers, d'espaces de dialogue pour les collégiens, les lycéens et les jeunes de 18 à 25 ans et aussi des adultes, familles, professionnels de l'éducation, acteurs (professionnels) du territoire.

Une attention particulière est portée au respect des points suivants :

- Les équipes éducatives et les familles ont les outils nécessaires pour établir un dialogue et travailler avec les jeunes dans le cadre de la lutte contre les préjugés et les amalgames.
- La pédagogie d'ateliers « Mieux vivre ensemble », en privilégiant les méthodes collaboratives et participatives avec les jeunes (ex : jeux, mise en situation, débat, construction d'un projet collectif), en développant la réflexion et les savoirs, les attitudes et comportements, pour leur permettre d'être acteurs de leur propre devenir ; en développant le dialogue, l'écoute, la compréhension de l'autre et l'acceptation des différences pour mieux vivre ensemble.

c. Favoriser la place des femmes dans l'espace public et lutter contre les violences faites aux femmes

Les projets pourront porter sur toute action visant à favoriser la mixité dans les espaces publics, à la conception d'espaces publics pour tous et toutes, à la lutte contre les agressions sexistes et sexuelles et à redonner toute leur place aux femmes au sein de l'espace public dans les quartiers en politique de la ville (ex : équipements publics, sportifs, culturels, lieux de restauration, cafés, cours, bas d'immeubles, squares...) et de lutter contre les violences faites aux femmes.

La Région peut soutenir et accompagner des projets qui peuvent prendre les formes suivantes :

○ Mixité des espaces publics

- favoriser l'accès des femmes aux espaces publics dont elles sont exclues via des actions de prise en charge, de permanences juridiques ou psychologiques ou d'animations territoriales ;
- favoriser l'accès des femmes et des jeunes filles aux espaces de loisirs et sportifs, via le développement des activités favorisant l'égalité ou encore la fréquentation mixte des aménagements publics ;
- la valorisation de la mixité des espaces publics par le biais d'actions de sensibilisation, d'études et de tous projets tendant à rendre visibles les femmes ; le développement des moyens permettant d'agir dans le cadre d'actions légales contre ceux qui ont des discours et/ou pratiques contraires aux lois et principes d'égalité entre femmes et hommes au sein de l'espace public (outils juridiques, permanence de juristes, avocats, actions en justice) ;
- la formation et la sensibilisation à la mixité des espaces, notamment auprès des jeunes ;
- les bonnes pratiques (ex : développement de l'entrepreneuriat féminin, de l'entrepreneuriat dans les quartiers populaires...).

○ Lutte contre les agressions et violences sexistes et sexuelles dans les espaces publics

- les initiatives qui permettent de lutter contre toutes formes d'agressions sexistes et sexuelles dans les espaces publics et contre le sentiment d'insécurité (harcèlement de rue, agressions dans les transports, cyberharcèlement...), notamment les actions qui visent à la formation, au développement de permanences ou aux campagnes de sensibilisations ;
- la lutte contre toutes les formes de violences faites aux femmes, quel que soit leur âge et, en particulier le harcèlement y compris le cyber harcèlement, les violences physiques et sexuelles, les violences intrafamiliales, le proxénétisme, les mutilations sexuelles, le mariage forcé, l'enfermement au domicile, le port du voile intégral forcé, les restrictions de circulation et de présence dans l'espace public, les violences patrimoniales (interdiction de travailler, interdiction de disposer de moyens de paiement, captation de biens...) ou encore pour les plus jeunes l'abandon de scolarité imposé, la polygamie...

d. Prévenir les violences et les phénomènes d'affrontement entre groupes dans l'espace public

La Région peut soutenir et accompagner des projets qui peuvent prendre les formes suivantes :

- actions visant à réinstaurer le rôle parental et responsabiliser les parents, programmes de coachings parentaux en s'appuyant sur les réseaux d'accompagnement des parents (REAAP), accompagnement de familles de multirécidivistes ;
- actions visant à intervenir dans la sphère scolaire, lutter contre les violences scolaires et le racket scolaire, actions de développement, dès l'enseignement du 1er degré, de programmes de prévention des comportements violents et discriminatoires, actions qui tendent à favoriser le lien entre l'établissement scolaire et la famille ;
- actions de lutte contre l'isolement, de prévention, de sensibilisation, de prise en charge ou d'accompagnement juridique et judiciaire des jeunes, notamment ceux en souffrance ; programme d'actions individuelles ou collectives améliorant les relations entre jeunes et ayant pour but la réappropriation des règles de vivre-ensemble dans les établissements scolaires et l'espace public ;
- actions de formation des professionnels de terrain et bénévoles pour mieux appréhender le phénomène de rixes et adapter leur pratique associant parcours individuel et logique de groupe, ou qui visent à instaurer des agents de proximité qui ont la connaissance et la confiance pour travailler dans les relations de première ligne avec les jeunes ;
- actions d'éducation à la citoyenneté numérique, de sensibilisation à l'usage des réseaux sociaux, de lutte contre le cyberharcèlement, dont le développement d'actions de communication préventive ciblée sur ces réseaux ;
- actions de soutien aux activités, dont celles portées par des acteurs du sport, favorisant la rencontre entre groupes de jeunes, de construction d'initiatives mobilisatrices pour et par les jeunes, de déconstruction des rivalités entre territoires ;
- actions à destination des jeunes sortis du milieu carcéral ou en sursis afin d'éviter les récidives et favoriser la réinsertion ;
- recherches-actions et développement d'outils de veille notamment sur les réseaux sociaux.

Une attention particulière sera portée sur les **actions associant plusieurs quartiers ou territoires**.

L'examen de l'éligibilité du projet portera en outre sur la démarche mise en place par le porteur de projet suivant des critères principalement méthodologiques :

- l'ingénierie développée,
- la construction de la démarche,
- le mode d'évaluation envisagé et critères permettant de mesurer les effets du projet.

Les projets pourront concerner plusieurs quartiers et se déployer en réseau. A ce titre, **les projets présentant une dimension intercommunale à régionale et non seulement locale seront privilégiés**.

2.2 BENEFICIAIRES ELIGIBLES

Les organismes bénéficiaires de l'aide régionale sont des personnes morales de droit privé à but non lucratif de plus d'un an d'existence lors de la demande de subvention afin de pouvoir justifier d'un bilan d'exercice comptable de l'année écoulée.

Par ailleurs, selon leur localisation principale, ces projets seront soutenus :

- sur le programme « politique de la ville » dès lors que le bénéficiaire est situé dans une collectivité signataire d'un contrat de ville avec la Région et notamment les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV), dans la continuité du rapport CR 2017-93 du 18 mai 2017 « Une politique de la ville renouvelée » ;
- sur le programme « développement de la vie associative » dès lors que le bénéficiaire est situé sur un quartier populaire ou un territoire rural non-signataire d'un contrat de ville, dans la continuité du rapport CR 2018-024 du 03 juillet 2018 « Région Ile-de- France, Région solidaire ».

2.3 MODALITES FINANCIERES : DEPENSES ELIGIBLES ET TAUX D'INTERVENTION

Les dépenses éligibles se composent de dépenses de fonctionnement exclusivement imputables à la mise en œuvre des projets retenus dans le cadre de ce dispositif, telles que les frais de personnel, les frais de mission (transports, déplacements, restauration), les fournitures, le petit équipement, les locations, les télécommunications, etc.

Les dépenses prises en compte sont les dépenses hors taxes, sauf si les bénéficiaires justifient qu'ils ne récupèrent pas, d'une façon ou d'une autre, en tout ou en partie, directement ou indirectement, la TVA.

La subvention régionale est fixée à 75 % maximum de la dépense subventionnable, dans la limite d'un plafond de subvention fixé à 50 000 € maximum par an et d'un seuil de subvention fixé à 5 000 € minimum, par an.

Des cofinancements, peuvent provenir de sources diverses : Etat, autres collectivités, fondations, fonds privés. Ils doivent être anticipés et détaillés dans le dossier de demande de subvention. L'apport en fonds propres de l'organisme doit également apparaître dans le plan de financement.

Tout nouveau soutien financier à une structure ayant déjà bénéficié d'une première aide pour une même action ne peut intervenir qu'après contrôle et évaluation préalables par les services de la Région de sa mise en œuvre, notamment par la production d'un compte-rendu intermédiaire du projet en cours, qu'il soit annuel ou pluriannuel.

3. DUREE DES PROJETS

Les projets devront démarrer à partir du vote en commission permanente, sauf autorisation exceptionnelle de démarrage anticipé, conformément aux dispositions du règlement budgétaire et financier en vigueur. Ils seront annuels.

Les subventions accordées dans le cadre du présent dispositif sont exclusives de tout autre soutien régional pour le même projet.

4. PARTENARIATS RENFORCES

Le soutien financier aux projets pourra également s'inscrire dans le cadre d'un partenariat renforcé avec une association. Hors appel à projets, la Région souhaite en effet mettre en place des partenariats, dans le cadre d'un financement spécifique de projets initiés par des acteurs pouvant contribuer aux thématiques concernées (par exemple : cohésion sociale et territoriale, place des femmes dans l'espace public des quartiers en politique de la ville, transmission des valeurs de la République et citoyenneté, etc.). Ces projets devront être :

- particulièrement innovants et efficaces,
- d'un fort impact sur le territoire francilien,
- en contact direct avec les publics discriminés,
- appuyé sur un réseau d'acteurs locaux.

Une convention annuelle ou pluriannuelle (de 3 ans maximum) avec ces partenaires sera alors mise en place permettant de décrire les engagements de chacune des parties et de suivre la mise en œuvre du dispositif qui contribuera à donner une plus grande visibilité aux actions entreprises.

Ces partenariats renforcés ont pour objet de compléter l'action régionale mise en place, de globaliser un accord avec un même acteur sur plusieurs actions pouvant relever de différentes politiques sectorielles régionales, et/ou de rendre plus visible l'action régionale.

Les bénéficiaires éligibles, les modalités de financement et les critères de cofinancements, sont les mêmes que ceux décrits aux points 2.2 et 2.3 de ce règlement d'intervention, à l'exclusion du plafond de subvention qui pourra être porté, pour chaque partenariat renforcé, à 100.000 € maximum par an.

Les projets pourront, de façon dérogatoire, donner lieu à la signature de conventions spécifiques soumises au vote et adoptées en Commission permanente.

5. ENGAGEMENTS DES CANDIDATS

Tout participant remettant un dossier de candidature s'engage à :

- autoriser la Région et ses organismes associés à communiquer sur le projet, son bilan et ses résultats, dès lors qu'il a été voté par la Commission permanente du Conseil régional,
- permettre toute visite des locaux par les agents de la Région, ainsi que l'observation du déroulement des services mis en place, dans le cadre du projet financé,
- participer aux rencontres régionales sur la thématique.

Les bénéficiaires du soutien régional s'engagent également à **associer étroitement la Région aux actions menées, en particulier, concernant la communication des informations** sous forme d'un rapport annuel circonstancié et quantifié des actions menées, de la communication en cours d'action des cas particuliers et des écueils rencontrés. La

communication sur les résultats des opérations menées devra être commune, partenaire - Région.

Toute communication devra mettre en valeur le rôle d'accompagnement et de partenariat de la Région.

Les candidats s'engagent à signer, respecter et promouvoir la **Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité** adoptée par la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée par la délibération n° CP 2017-191 du 17 mai 2017 et la délibération n° CP 2018-494 du 21 novembre 2018.

Par ailleurs, et conformément à l'article 1 de la délibération CR 08-16 du 18 février 2016² « **100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens** » qui vise à favoriser l'accès des jeunes au marché du travail, tout bénéficiaire d'une subvention régionale s'engage à recruter au moins un stagiaire pour une période minimale de deux mois.

6. PROCEDURE DE SELECTION

Les **dossiers complets et transmis sur la plateforme en ligne des aides régionales** seront pré-instruits par les services régionaux. Un seul dossier par structure sera accepté.

Les projets sélectionnés seront soumis pour approbation à la Commission Permanente, seule compétente à décider du soutien régional et dans la limite de la disponibilité des crédits.

Une fois la subvention attribuée aux organismes pour mener à bien leur projet, une convention sera signée entre l'organisme bénéficiaire du projet, attributaire de la subvention, et la Région.

7. CONTROLE ET EVALUATION DES AIDES

Le contrôle d'exécution des projets et programmes sera effectué sur le fondement des règles régionales en vigueur, et notamment, le respect des règles prévues par le Règlement Budgétaire et Financier (délibération n° CR 2021-055 du 21 juillet 2021 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010) :

- signature d'une convention entre la Région et la structure bénéficiaire,
- remise de compte-rendu intermédiaire et de compte-rendu définitifs, sur la base des critères et indicateurs définis entre le bénéficiaire et la Région, et accompagnés des pièces justificatives qui conditionnent le mandatement des crédits.

² « Article 1 : Décide que l'attribution d'une subvention régionale à toute personne morale sera subordonnée, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires, au recrutement d'au moins un stagiaire pour une période minimale de 2 mois. La convention, prévue par le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques, fixera, en tant que de besoin, les modalités d'application détaillées de cette décision. »